

Discussion avec « Matière et révolution » (La Voix des Travailleurs).

Première partie : Mise au
point

| | |
|----------------|------------------|
| Date | Octobre 2014 |
| Auteur | Robin Goodfellow |
| Version | V 1.0 |

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| SOMMAIRE | 2 |
| 1. INCOMPREHENSIONS | 4 |
| 1.1 De la crise de 2007-2009..... | 4 |
| 1.2 ... A la crise finale du MPC..... | 5 |
| 1.3 Ce que nous disons quant à la nature des crises | 6 |
| 1.4 Socialisme ou barbarie | 7 |
| 2. AFFABULATIONS..... | 10 |
| 2.1 Le but de la production capitaliste..... | 10 |
| 2.2 Capital et propriété..... | 11 |
| 2.3 Entêtement des faits..... | 13 |
| 3. DESINFORMATION..... | 15 |
| 3.1 PIB et activité des banques..... | 15 |
| 3.2 Signification du PIB | 21 |
| 3.3 Croissance du PIB..... | 22 |
| 3.4 Dette et PIB..... | 24 |
| 4. A SUIVRE..... | 29 |
| 5. ANNEXE : DIVAGATIONS..... | 30 |
| 5.1 Rappel du contexte | 30 |
| 5.2 Toujours l'art de répondre à côté | 30 |
| 5.3 De nouvelles « précisions »..... | 31 |
| 5.4 Activité de PSA Finances | 31 |
| 5.5 Traduction financière de l'activité | 32 |
| 5.6 Les risques propres à l'activité de PSA Finances | 33 |
| 5.7 La banque et la crise de 2008-2009..... | 35 |
| 5.8 La banque et la crise de 2012..... | 36 |

| | | |
|------|-----------------------------------|----|
| 5.9 | Conclusion..... | 39 |
| 5.10 | Une histoire encore à écrire..... | 39 |

1. Incompréhensions

1.1 De la crise de 2007-2009...

Commençons par éliminer quelques idées fausses que se fait « Matière et révolution » à notre endroit.

Nous ne nous sommes exprimés que de manière très indirecte sur la crise de 2007-2009 et ses conséquences. Au-delà du rappel et de la défense des concepts fondamentaux du marxisme, de la défense de la théorie marxiste des crises, tellement malmenée – y compris comme on le verra par Matière et révolution –, il est bien évident qu'il est nécessaire d'analyser les crises réelles et leurs spécificités. Mais cette tâche n'est pas une mince affaire et nous nous sommes bien gardés de le faire au-delà de quelques considérations incidentes, car, compte tenu de nos forces, nous l'aurions fait de manière trop superficielle, alors même que les fondements de la théorie marxiste restent mal connus de tout ce qui pourrait faire partie du parti communiste au sens historique du terme.

Prenons par exemple, notre livre paru en 2012 : « Crise du capital, crise de l'entreprise ». Il prend pour prétexte les faits relatés par un capitaliste dont l'entreprise avait sombré lors de la dernière crise générale de surproduction. Mais il n'avait pas d'autre but que d'en tirer un maximum d'enseignements généraux en relation avec la théorie des crises et de montrer en quoi les représentations des capitalistes comme la politique du gouvernement créaient des conditions pour aggraver ces crises.

En aucun cas – même si, comme l'affirme le marxisme, la crise de 2007-2009 a été une crise générale de surproduction, la plus grave depuis l'après-guerre et dont les effets sont loin d'être résorbés – nous n'avons cherché à analyser, dans ce livre, cette crise en particulier. Il est donc parfaitement vain et hors sujet de nous opposer l'idée que « C'est le grand capital qui a été menacé en 2007-2008 et pas seulement les PME. En théorisant les difficultés de la petite entreprise, Robin Goodfellow, (...) n'a nullement montré les bases de cette crise en étudiant la chute d'une PME... » ou encore « Pour étayer l'idée que la crise actuelle est cyclique et non catastrophique et mortifère, on va donc se plonger dans la psychologie d'un patron d'une entreprise qui n'est même pas de production mais de conseil en ressources humaines... » (Robert Paris, Quelques questions pour répondre à nos amis et camarades de Robin Goodfellow,) <http://www.matierevolution.fr/spip.php?article2716>

On ne peut donc pas reprocher à notre texte ce qu'il n'est pas censé contenir. Il est rare de voir des flèches passer aussi loin de leur but. Pour ce qui est de l'analyse générale des crises qui secouent périodiquement la production capitaliste, nous avons, depuis les premiers numéros de Communisme ou Civilisation à la fin des années 1970, consacré des dizaines de pages à la restauration de la théorie des crises de Marx. Là encore, nous n'avons pas traité des crises particulières, sinon à titre d'illustration. Nous avons rassemblé ces textes qui sont notamment consacrés à la critique des théories erronées produites par Rosa Luxembourg, Tougan-Baranovsky, Grossmann, le trotskyste Mandel, etc. en un seul ouvrage intitulé : « La théorie marxiste des crises ».

En décembre 2013, nous avons publié un autre livre : « Aux fondements des crises, le marxisme de la chaire et les crises »¹ où nous critiquons notamment le marxisme universitaire pour, à

¹ Tous ces ouvrages sont disponibles gratuitement au format Pdf sur notre site, et au format ouvrage imprimé à la demande sur le site d'édition en ligne www.lulu.com

nouveau, défendre et développer les concepts clés de la théorie des crises de Marx (crise de surproduction, suraccumulation, dévalorisation, baisse du taux de profit, ...). En revanche, le texte de 2012 que nous avons intitulé « Crise du capital, crise de l'entreprise » ne se situe pas du tout au même niveau d'abstraction. Il ne vise certainement pas à expliquer une hypothétique « crise » générale du monde² que poursuit inlassablement Matière et révolution, il vise à illustrer *à partir d'une conception marxiste des crises propres au mode de production capitaliste* comment celles-ci se manifestent concrètement dans la vie réelle, au sein d'une de ces unités économiques qui constituent les cellules de base de la production capitaliste (encore n'avons-nous pris qu'un exemple – l'information concrète n'est pas si aisée à collecter – dont nous essayons de tirer le maximum d'enseignements généraux). Les partisans de la théorie marxiste, font rarement cet effort de chercher des exemples concrets, contrairement à Marx lui-même qui passe constamment, dans le livre I du Capital, d'un niveau conceptuel à des illustrations concrètes en exploitant des sources telles que la presse de l'époque ou les rapports des inspecteurs de fabrique³, sans compter l'expérience précieuse du capitaliste Engels !

1.2 ... A la crise finale du MPC

Peut-être n'explicitons nous pas suffisamment bien notre propos, peut-être que nos travaux sont difficiles à comprendre mais y voir tant de choses qui n'y sont pas relève d'une pensée obsédée par sa propre difficulté à être cohérente. C'est en effet une obsession – on ne peut expliquer autrement cette façon de nous faire dire autre chose que ce que nous disons – de « Matière et révolution » que de se représenter, en tout cas c'est comme cela que nous comprenons leur analyse, la crise ouverte en 2007 comme la crise finale du mode de production capitaliste. Ainsi, pour « Matière et révolution », de périodique la crise serait devenue permanente ; les forces productives auraient cessé de croître ; l'accumulation du capital ne repartirait pas, les « investissements privés » seraient aux abonnés absents. Tout l'édifice ne tiendrait encore qu'au travers de l'endettement de l'Etat qui jouerait un rôle contre nature en empêchant la dévalorisation du capital sous la forme d'une déflation.

On pourrait rapprocher l'analyse de cette situation de celle issue de la crise de 1929 et se souvenir que Trotsky dans le programme de transition nous disait que les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Mais l'analyse de « Matière et révolution » va au-delà. On ne peut pas dire que la perspective de « Matière et révolution » soit une forme de réédition de la séquence qui a suivi la crise de 1929. Dans leur esprit, nous avons une situation inédite, sans commune mesure avec une crise du passé, qui n'est rien d'autre que la mort du capitalisme :

« Pourquoi le capitalisme ne peut pas se relever de sa chute en 2007 ? Parce qu'il n'avait pas chuté, buté, été en crise, mais parce qu'ayant atteint ses limites d'investissements productifs rentables face aux investissements spéculatifs, il est complètement nécrosé et les interventions consistant à sauver ses cellules nécrosées, ne fait que généraliser la nécrose économique menant inéluctablement à la mort générale.

Il ne faut pas dire qu'on a déjà vu qu'il était capable de se sortir de ses crises car personne n'a jamais vu un capitalisme nécrosé. C'est la première fois et on ne le verra pas se relever. » (Robert Paris, Les deux manières de mourir du capitalisme, mai 2013)

Une telle affirmation (pour une part auto-légitimée), si elle est exacte, est lourde de conséquences et pose bien des questions scientifiques. Ce schéma d'évolution du mode de production

² Quelques questions pour répondre à nos amis et camarades de Robin Goodfellow.

<http://www.matierevolution.fr/spip.php?article2716>

³ M. Rubel a tort, d'ailleurs, dans son édition de la Pléiade, de rassembler tous ces éléments dans un ensemble à part, car il ne s'agit pas de données superflues ou étrangères au propos général, mais d'illustrations concrètes de celui-ci.

capitaliste n'a pas été prévu par Marx et comme le précédent – sénilité, renoncement du capital à sa mission - ne s'est pas non plus produit après la crise et la guerre du milieu du 20^e siècle (au contraire, il a connu le plus fantastique développement des forces productives de l'histoire de l'humanité⁴), on ne devrait donc pas s'étonner que nous demandions à « Matière et révolution » de nous fournir des éléments circonstanciés, des statistiques, des faits tangibles à l'appui de leur thèse quant à la mort du capitalisme. Faute de réponse, nous avons commencé à chercher par nous-mêmes. Et, ce que nous voyons dans les éléments que nous rassemblons par nous-mêmes semble attester que l'encéphalogramme n'est pas plat et que le cadavre bouge encore.

C'est l'occasion pour « Matière et révolution » d'interpréter de manière erronée ce que nous mettons en exergue.

« En effet, d'une statistique qui indique que la production continue de croître, ils déduisent que le capitalisme n'a rien perdu de son dynamisme. » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

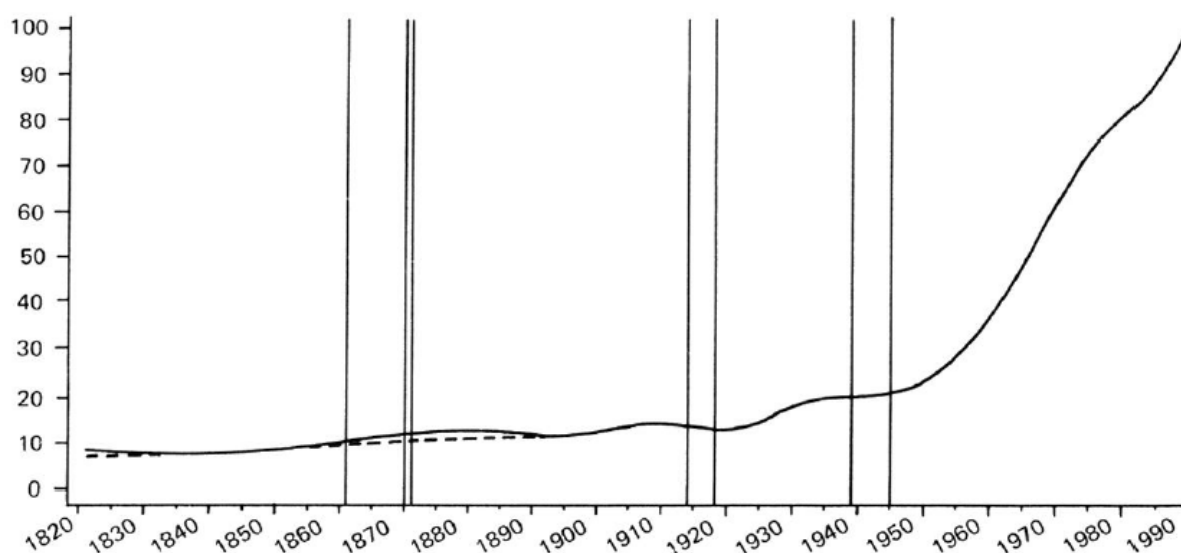
Nous n'avons bien sûr rien dit de tel. Depuis plusieurs rencontres, nous demandons à « Matière et révolution » de nous fournir des éléments de preuve quant au décès du mode de production capitaliste. Les réponses sont généralement absentes ou dilatoires. Mais, ce n'est pas parce que nous émettons quelques doutes quant à la thèse que la crise ouverte en 2007 serait la crise finale, mortelle, du capitalisme que nous devons être rangés dans le camp de ceux qui disent que tout va pour le mieux (ou au plus mal, du point de vue révolutionnaire) dans le meilleur des mondes capitalistes. Ce serait même un comble de le faire dire à des gens qui n'ont cessé, contre vents et marées, de défendre la théorie marxiste des crises depuis 40 ans !

1.3 Ce que nous disons quant à la nature des crises

On remarquera que nous n'utilisons pas les termes de « récession » ou de « crise systémique ». Le premier a été utilisé par l'économie politique plus que vulgaire pour justement éviter de parler de crise - le mode de production capitaliste du fait de la capacité d'intervention de l'Etat ne connaissant plus, selon cette analyse, que des inflexions dans sa courbe de croissance. Las, les

4

A - La productivité par tête multipliée par 13...



Aucun des grands théoriciens classiques du marxisme n'a connu une telle période. 1818 : Naissance de Marx ; 1820 : Naissance d'Engels ; 1883 : Mort de Marx ; 1895 : Mort d'Engels ; 1924 : Mort de Lénine ; 1940 : Mort de Trotsky

faits sont venus réduire à néant ces utopies réactionnaires nées sur le cadavre du prolétariat mondial après la deuxième guerre mondiale. La récession est devenue un synonyme édulcoré de crise. Quant à la « crise systémique », elle renvoie, comme son nom l'indique, à la systémique, issue de la cybernétique et des systèmes d'information sinon de Pareto, l'économiste vulgaire. Il s'agit d'un ersatz⁵ de dialectique à l'usage des classes dirigeantes.

En revanche, ce n'est pas parce que les crises de surproduction sont périodiques qu'elles ne sont pas catastrophiques. Nous avons montré que pour Marx, les crises étaient catastrophiques parce qu'il faisait une analogie entre les crises de surproduction qui dévastent la société et les catastrophes naturelles (inondation, tremblement de terre,...). Mais ici, les causes sont uniquement sociales, spécifiquement liées au mode de production capitaliste moderne. Toutes les crises générales de surproduction sont donc catastrophiques et le marxisme n'est pas à attendre LA crise catastrophique⁶ bien que, cela va de soi, il y aura bien une crise qui sera enregistrée par l'histoire comme la dernière.

1.4 Socialisme ou barbarie

Encore un point, plus immédiatement politique celui-là ; selon « Matière et révolution », nous considérerions « on ne sait pas trop pourquoi (...) que le capitalisme serait économiquement éternel, seulement renversable par une révolution sociale ! ». Que, l'intervention du prolétariat soit une nécessité pour mettre en place, une société supérieure, c'est une évidence pour le marxisme. Sinon l'alternative est connue depuis plus d'un siècle et demi : « Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, **soit par la destruction des deux classes en lutte.** » (Marx, Engels, Manifeste du parti communiste, souligné par nous). « En d'autres termes : cela vient du fait que les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classes, **si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr.** » (Engels, Anti-Dühring, souligné par nous).

Rosa Luxemburg écrit qu'Engels, aurait dit que se poserait l'alternative « socialisme ou barbarie ? ». Peu importe ici les modalités de la résolution négative de l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat, que ce soit la barbarie⁷ ou la destruction de l'humanité ; ce que nous savons c'est que le mode de production capitaliste n'est pas éternel et nous n'avons rien dit de plus ou de moins que les classiques du marxisme. Ici aussi, « Matière et révolution » est obnubilé par sa volonté de faire valoir sa représentation de la crise ouverte en 2007. D'une certaine manière, mais avec en plus cette idée qu'il s'agit d'une crise mortelle due à l'impossibilité de poursuivre l'accumulation du capital (autrement que par des expédients), on pose comme Rosa

⁵ Tout comme la « complexité », chère au stalinien détroqué Edgard Morin et laudateur en son temps du viol de la femme allemande par les armées de Staline.

⁶ Le point de vue de Matière et révolution s'inscrit pourtant dans cette tradition avec de plus l'idée que cette crise est en acte sous nos yeux.

⁷ Polémiquant contre l'idée d'une décadence du capitalisme, la gauche d'Italie disait que l'alternative était plutôt « communisme ou civilisation » en ce sens que la révolution communiste n'arrivait pas à la suite d'un long déclin de la production capitaliste mais à un moment où elle avait poussé les forces productives jusqu'au point où elle était incapable de les développer plus avant.

Luxemburg en 1914, que c'est cette perspective qui vient de s'ouvrir⁸. Après une guerre de trente ans entre la révolution et la contre-révolution, la bourgeoisie est sortie victorieuse de cet affrontement et un véritable rajeunissement du capital en est résulté. Un siècle après que Rosa Luxemburg ait posé l'alternative « socialisme ou barbarie », le mode de production capitaliste est toujours debout et si le manifeste du parti communiste est un éloge de la bourgeoisie il faudrait lui en écrire un second.

Le marxisme n'est pas un humanisme, cet humanisme bourgeois qui fait de l'individu une figure sacrée⁹. Il ne cherche pas dans la critique sentimentale, romantique et moralisatrice du capitalisme les modalités du dépassement de celui-ci, mais dans l'évolution de sa base matérielle, dans le fait que les forces productives libérées avec la révolution industrielle étouffent dans les rapports de production capitalistes. Ce phénomène apparaît toujours plus crûment dans les crises de surproduction qui secouent périodiquement la production capitaliste et dans la création d'une

⁸ « Friedrich Engels a dit un jour : « ***La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie.*** » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'oeil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation - sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien - ou bien encore indéterminé dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. Au cours de cette guerre, l'impérialisme a remporté la victoire. En faisant peser de tout son poids le glaive sanglant de l'assassinat des peuples, il a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte. Tout ce fardeau de honte et de désolation ne sera contrebalancé que si, au milieu de la guerre, nous savons retirer de la guerre la leçon qu'elle contient, si le prolétariat parvient à se ressaisir et s'il cesse de jouer le rôle d'un esclave manipulé par les classes dirigeantes pour devenir le maître de son propre destin. » (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, brochure de Junius)

⁹ « Ricardo considère à bon droit, pour son époque, le mode de production capitaliste comme le plus avantageux pour la production en général, le plus avantageux pour la production de la richesse. Il veut la *production pour la production* et c'est *juste*. Si l'on voulait prétendre, comme des adversaires sentimentaux de Ricardo l'ont fait, que la production en tant que telle n'est pas une fin, on oublierait que la production pour la production ne signifie rien d'autre que le développement des forces productives humaines, donc *développement de la richesse de la nature humaine comme fin en soi*. Si l'on oppose, comme Sismondi, le bien de l'individu, alors on soutient que le développement de l'espèce doit être *arrêté* pour garantir le bonheur de l'individu, que, par exemple, on ne doit pas faire de guerre dans laquelle, de toute façon, périssent des individus. (Sismondi n'a raison que contre les économistes qui *camouflent* ou qui nient cette contradiction.) Que ce développement des facultés de l'espèce-*homme*, bien qu'il se fasse tout d'abord aux dépens de la majorité des hommes individuels et de classes entières d'hommes, finit par surmonter cet antagonisme et par coïncider avec le développement de l'individu particulier, donc que le développement supérieur de l'individualité ne s'achète qu'au prix d'un procès historique au cours duquel les individus sont sacrifiés, voilà ce qu'on n'a pas compris, sans parler de la stérilité de ce genre de considérations édifiantes, étant donné que les avantages de l'espèce, aussi bien dans le règne humain que dans les règnes animal et végétal, s'imposent toujours aux dépens des avantages d'individus, parce que ces avantages de l'espèce coïncident avec les *avantages d'individus particuliers*, qui en même temps constituent la force de ces privilégiés. » (Marx, Théorie sur la plus-value, Editions sociales, T.2, p.125-126)

classe, le prolétariat moderne qui n'a d'autre perspective que la société sans classes : le communisme¹⁰.

¹⁰ « Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail, avec ses contradictions criantes de misère et d'opulence, de famine et de ripailles, nous n'avions pas de certitude meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et que la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps. Les mystiques du moyen âge qui rêvaient de l'approche du règne millénaire, avaient déjà la conscience de l'injustice des oppositions de classe. Au seuil de l'histoire moderne, il y a trois cent cinquante ans, Thomas Münzer la proclame très haut dans le monde. Dans la révolution bourgeoise d'Angleterre, dans celle de France, le même cri retentit ... et s'éteint. Et si maintenant le même cri d'abolition des oppositions et des différences de classes, qui jusqu'en 1830 laissait froides les classes laborieuses et souffrantes, éveille un écho qui se répète des millions de fois, s'il gagne un pays après l'autre, et cela dans l'ordre même et avec la même intensité selon lesquels la grande industrie se développe dans les divers pays; si, en une génération, il a conquis une puissance qui peut défier toutes les puissances liguées contre lui et être sûr de la victoire dans un proche avenir, - d'où cela vient-il ? Du fait, que, d'une part, la grande industrie moderne a créé un prolétariat, une classe qui, pour la première fois dans l'histoire, peut revendiquer l'abolition non pas de telle ou telle organisation de classe particulière ou de tel ou tel privilège de classe particulier, mais des classes en général et qui est placée devant l'obligation de réaliser cette revendication sous peine de tomber dans la condition du coolie chinois. Et du fait que, d'autre part, la même grande industrie a créé dans la bourgeoisie une classe qui a le monopole de tous les instruments de production et moyens de subsistance, mais qui, dans toute période de fièvre de la production et dans toute banqueroute consécutive à cette période, prouve qu'elle est devenue incapable de continuer à régner sur les forces productives qui échappent à sa puissance; classe sous la conduite de laquelle la société court à sa ruine, comme une locomotive dont le mécanicien n'a pas assez de force pour ouvrir la soupape de sûreté bloquée. (...) C'est sur ce fait matériel palpable qui, avec une nécessité irrésistible, s'impose sous une forme plus ou moins claire aux cerveaux des prolétaires exploités, - c'est sur ce fait, et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de victoire du socialisme moderne. » (Engels, Anti-Dühring)

2. Affabulations

Venons-en aux arguments de fond.

2.1 Le but de la production capitaliste

Que nous répond Matière et révolution ? Tout d'abord il nous rappelle à sa façon (c'est-à-dire tendancieuse si ce n'est révisionniste) le B-A BA du marxisme :

« Ce système n'a jamais eu comme but la production de marchandises mais l'accroissement du capital tiré du travail humain, la plus-value en somme et il vise l'accroissement non de la masse produite mais de la plus-value relative, en rapport au capital investi et le réinvestissement des profits, c'est-à-dire l'accumulation du capital privé. » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

Ici aussi, si le début de la phrase nous vise¹¹, ce n'est que pure affabulation. Pour nous, comme pour Marx, le but de la production capitaliste est de produire un maximum de plus-value. Les modalités de production de ce maximum¹² de plus-value passent par le développement de la productivité, de l'intensité, de la durée, de la quantité, de la qualification et de la qualité (simple/complexe) du travail. Nonobstant les modifications éventuelles dans les éléments qui déterminent la valeur de la force de travail, il ne s'agit donc pas uniquement de plus-value relative. Ceci dit, si « Matière et révolution » s' imagine qu'il est possible d'accroître la production de plus-value relative sans augmenter la masse des marchandises produites nous allons au-devant de singularités originales. Ce qui est au cœur de la contradiction propre au mode de production capitaliste le plus développé serait mis de côté. Pour accroître sa valorisation, c'est-à-dire produire le maximum de plus-value, le capital, doit se dévaloriser. Cela signifie que, toutes choses égales par ailleurs, pour produire plus de plus-value, il doit augmenter la force productive du travail, développer la productivité, et, avec elle, la masse des marchandises. Ce faisant, il dévalorise les marchandises et, avec elles, la marchandise force de travail (la même chose vaut pour le capital constant) ce qui lui permet de se valoriser. Par conséquent, pour se valoriser le capital doit se dévaloriser. Et, pour le dire simplement, quand la plus-value croît sur une échelle arithmétique, la masse des marchandises croît sur une échelle géométrique. L'accumulation du capital, assoiffé de plus-value, conduit donc à la surproduction¹³. Par conséquent, une extension de la masse des marchandises produites conduit à penser que la production de plus-value en général et de plus-value relative en particulier est à l'œuvre dans la société¹⁴. De plus, nous devons prendre en

¹¹ Cela semble bien être le cas. Plus bas on peut lire : « Ces camarades estiment que nous avons eu affaire en 2007-2008 à une crise classique et ils discutent donc en termes de quantité produite pour examiner s'il y a récession ou reprise. » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

Nous supposons également que par « masse produite », Matière et révolution veut dire « masse des marchandises » et non « masse de la plus-value »

¹² Maximum ne veut pas dire nécessairement accroissement.

¹³ Pour une analyse détaillée des formes de cette surproduction et des concepts de suraccumulation, dévalorisation, etc. nous renvoyons le lecteur à notre livre : *Aux fondements des crises*.

¹⁴ En analysant les statistiques des exportations et des importations anglaises, Marx déclare : « Les statistiques des exportations et des importations nous fournissent une mesure de l'accumulation du capital productif et du capital-marchandise. Nous voyons ainsi que, dans le développement de l'industrie anglaise (1815 à 1870) marquée par des cycles décennaux, le maximum de la dernière prospérité avant la crise réapparaît toujours comme minimum de la prospérité qui lui fait suite, pour monter ensuite à un nouveau maximum bien plus élevé » (Marx, Capital, L.III, Pléiade, T.2, p.1219).

compte que le mode de production capitaliste proprement dit s'étend et occupe une place toujours plus grande au sein de la production mondiale par rapport aux autres modes de production (paysannerie parcellaire par exemple). « Matière et révolution » entame donc son attaque par un bien piètre procès.

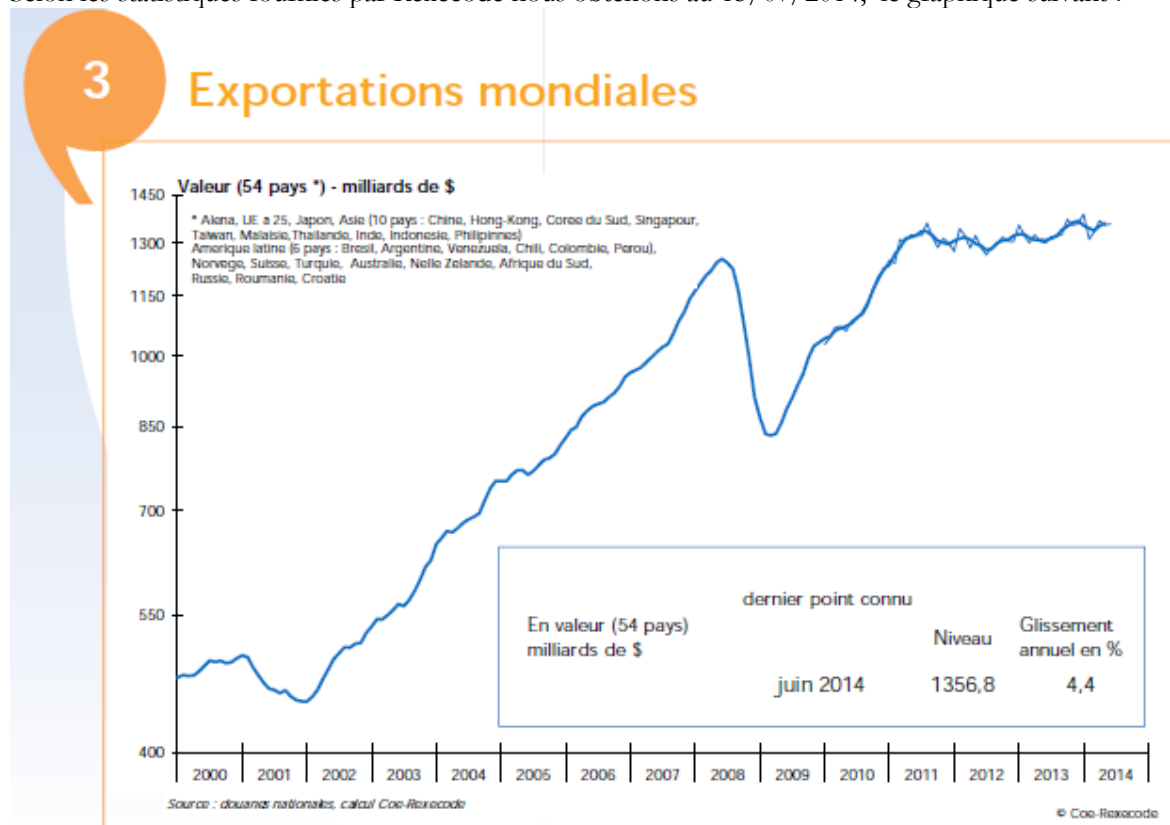
2.2 Capital et propriété

Quant à l'adjectif « privé » ajouté après « accumulation du capital » et qu'on serait bien en peine de trouver chez Marx, il permet de s'inscrire dans la tradition de la pensée révisionniste. Les entreprises qui sont propriété de l'Etat sont tout aussi capitalistes¹⁵ que celles qui sont la propriété d'autres sociétés ou de personnes privées¹⁶.

En note Engels ajoute : « Il va de soi que cela s'applique à l'Angleterre uniquement pour la période du monopole industriel ; mais cela vaut en général pour l'ensemble des pays à grande industrie moderne, aussi longtemps que le marché mondial est en voie d'expansion. » (Engels, Capital, L.III, Pléiade, T.2, p.1219)

Où en est aujourd'hui le commerce mondial ?

Selon les statistiques fournies par Rexecode nous obtenons au 15/07/2014, le graphique suivant :



Sans pour autant bénéficier d'une forte croissance, nous pouvons constater que les exportations mondiales sont au-dessus du maximum atteint avant la dernière crise, ce qui, comme nous l'avons vu, est le signe, bien que celle-ci reste mesurée, d'une expansion du marché mondial.

¹⁵ « Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre. Pas un peuple ne supporterait une production dirigée par des trusts, une exploitation à ce point cynique de l'ensemble par une petite bande d'encaisseurs de coupons.

Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'État, en prenne la direction. La nécessité de la transformation en propriété d'État apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer.

Il ne s'agit pas ici d'une approximation ou d'un tic de langage mais d'une véritable option théorique, strictement révisionniste, que l'on peut relier, notamment, au trotskysme. Elle conduit donc à mettre un trait d'égalité entre étatisation et socialisme et du même coup à expliquer que : « On ne peut même pas se fonder sur les chiffres du PIB pour estimer la croissance ou la décroissance des investissements productifs privés car les interventions massives des Etats se font sans considérer que les trusts et banques, même entièrement financés par des institutions centrales, sont des capitaux d'Etat. Ainsi, les statistiques comptabilisent les trusts automobiles américains comme capital privé alors que l'Etat et le syndicat UAW s'en sont portés acquéreurs, comme ils comptabilisent tout le capital de Renault ou PSA comme des capitaux privés. Et on ne parle pas de la banque Dexia, elle aussi comptabilisée comme du capital privé... » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer à gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés. Le capitaliste n'a plus aucune activité sociale hormis celle d'empocher les revenus, de détacher les coupons et de jouer à la Bourse, où les divers capitalistes se dépouillent mutuellement de leur capital. Le mode de production capitaliste, qui a commencé par évincer des ouvriers, évince maintenant les capitalistes et, tout comme les ouvriers, il les relègue dans la population superflue, sinon dès l'abord dans l'armée industrielle de réserve.

Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution. » (Engels, Anti-Dühring)

Exemple : « Les entreprises d'Etat chinoises reverseront 5% de plus de leurs profits au gouvernement, a annoncé mardi le ministère des Finances.

Les entreprises d'Etat administrées par le gouvernement central reverseront jusqu'à 25% de leurs profits selon leurs activités, a indiqué le ministère.

Cette modification est basée sur les profits que ces entreprises ont réalisés depuis le début de l'année.

L'argent sera utilisé pour améliorer les services sociaux, a noté le ministère. »

(<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/8619197.html>)

¹⁶ Engels d'ailleurs demande fort justement que l'on raye le mot privé dans une proposition du programme d'Erfurt : « « L'absence de plan, qui a son fondement dans le caractère même de la production capitaliste privée », demande une forte correction. Je connais une production capitaliste comme forme de société, comme phase économique, et une production capitaliste *privée* comme un phénomène qui se présente de manière ou d'autre pendant la durée de cette phase. Que signifie donc production capitaliste privée ? Production par l'entrepreneur particulier, isolé ? Et une telle production ne devient-elle pas déjà de plus en plus une exception ? La production capitaliste des *sociétés par actions* n'est déjà plus une production *privée*, mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des *sociétés par actions* aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la *production privée*, mais encore la cessation de *l'absence de plan* » (Engels, critique du programme d'Erfurt »)

Bien que le marxisme ne soit absolument pas indifférent¹⁷ aux formes de propriété et au processus de concentration et de centralisation du capital, ce qui caractérise le mode de production capitaliste est que l'argent y est avancé comme capital, c'est-à-dire que dans la perspective de produire un maximum de plus-value, il salarie la force de travail. Dès lors, que le propriétaire du capital soit l'Etat, d'autres entreprises publiques, des personnes physiques actionnaires, des fonds de pensions qui gèrent les retraites de salariés ou d'autres personnes morales, un capitaliste individuel, ne change rien au rapport fondamental entre le capital et le travail.

Le capital est la valeur autonomisée, la valeur qui cherche à se valoriser, à s'accroître du maximum de plus-value en exploitant le travail salarié, et ce processus qui domine les acteurs est personnifié à un pôle par le manager capitaliste (qu'il soit ou non propriétaire - et le marxisme montre qu'il l'est de moins en moins).

En revanche, quand l'argent est dépensé comme revenu et non avancé comme capital, le travail est improductif, il ne produit ni valeur, ni plus-value. C'est le cas de l'Etat quand il paye les fonctionnaires ou qu'il fait exécuter certains travaux ; il dépense alors les impôts collectés ou les emprunts qu'il a contractés. S'il s'agissait, sous le terme de « capital privé », pour « Matière et révolution », de distinguer l'argent avancé comme capital de celui dépensé comme revenu, la rectification aurait été aisée.

Mais, en fait, l'enjeu est bien plus profond puisqu'il touche au concept même de capital et, du même coup, au contenu du communisme. Par la même occasion, « Matière et révolution » tente de rendre toute analyse concrète caduque tant il devient difficile de démêler ce qui, selon leur conception, relève du capital de ce qui n'en est pas. Le champ est d'autant plus libre pour que la pensée s'autonomise dans des ratiocinations dont elle a le secret. Ce n'est pas tant le thermomètre bourgeois que la nature même de l'objet mesuré qui, selon « Matière et révolution », est en cause.

2.3 Entêtement des faits

« Marx a étudié, notamment dans « Le Capital », le mode de fonctionnement dynamique du capital et il n'a pas ressenti le besoin de fonder son analyse sur des statistiques et des courbes numériques. » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

Que la théorie serait belle sans ces satanés faits, têtus en diable comme chacun sait !

Comment peut-on proférer de telles énormités ?

Quiconque a parcouru, le livre I du capital, le seul publié du vivant de Marx, verra qu'il y fourmille de faits historiques et d'histoire économique, de chiffres, de tableaux, parfois extrêmement détaillées, etc. Ailleurs, nous l'avons vu, Marx scrute avec attention l'évolution de la balance commerciale de l'Angleterre, s'informe auprès d'Engels sur le cycle du capital fixe dans son entreprise, etc. On pourrait poursuivre sans fin ce sujet. Citons juste, au hasard, pour ne pas alourdir le propos, les ouvrages cités dans le livre I du Capital qui commencent par A¹⁸. On

¹⁷ Ce que, par ailleurs, « Matière et révolution » a tendance à nier – nous y reviendrons à propos de la critique du livre : crise du capital, crise de l'entreprise.

¹⁸ « ADDINGTON, Stephen: An inquiry into the reasons for and against inclosing open-fields, 2e éd. Coventry, Londres 1772. - 817.

The advantages of the East-India trade to England. Londres 1720. - 359, 381, 387, 388, 391, 411, 479, 574.
AIKIN, [John]: A description of the country from thirty to forty miles round Manchester, Londres 1795. - 666, 843, 851-852.

remarquera d'une part, la prédominance des monographies (souvent très spécialisées) et des ouvrages historiques sur les ouvrages théoriques (Ici ce sera tout particulièrement Aristote, « le plus grand penseur de l'Antiquité ») et d'autre part, que le nombre moyen d'occurrences des ouvrages du premier type y est également supérieur.

[ANDERSON, Adam]: An historical and chronological deduction of the origin of commerce, from the earliest accounts to the present lime. Vol 1-2. Londres 1764. - 837, 852.

ANDERSON, James: The bee, or Uterary weekly intelligencer. Vol. 3, Edimbourg 1791. - 692.

- Observations on the means of exciting a spirit of national industry, chiefly intended to promote the agriculture, commerce, manufactures, and fisheries of Scot/and. Edimbourg 1777. - 629, 821.

APPIEN D'ALEXANDRIE: Les Guerres civiles romaines. - 818.

[ARBUTHNOT, John] : An inquiry into the connection between the present price of provisions, and the size of farms, Londres 1773.- 345, 367, 369, 813, 819.

ARISTOTE: Ethique à Nicomaque. - 67-68.

- De republica. - 97, 172, 185.

ASHLEY, [Anthony]: Ten hours' factory bill. The speech in the House of Commons, on Friday, March loth, 1844. Londres 1844. - 452, 463-464.

ATHÉNÉE: Banquet des sophistes. - 114, 150.

AUGIER, Marie: Du crédit public et de son histoire depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, Paris 1842. - 853. » (Liste des auteurs cités dans le livre I du Capital)

3. Désinformation

3.1 PIB et activité des banques

« Il ne faut pas confondre le PIB avec la production de richesses. En effet, quand l'Etat ou une banque centrale fait cadeau de sommes colossales aux banques, aux financiers ou aux trusts, quand ils rachètent les titres de leur propre dette, toutes ces sommes sont intégrées au PIB alors qu'elles ne représentent aucune richesse produite mais seulement de la planche à billets virtuels... Les Etats et les capitalistes, eux-mêmes, admettent que l'on ne peut plus se fier aux bilans des sociétés, des banques, des banques centrales ou des Etats car y sont cumulés des vrais capitaux et des « titres pourris », des actifs fictifs (pas seulement virtuels ou financiers mais fallacieux, mensongers, ou inexistants). Le PIB, qui totalise ces sommes fictives, est encore plus opaque. » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

Nous entrons ici dans le monde de la confusion. On peut faire bien des critiques au concept de PIB, mais il est inutile de le faire passer pour ce qu'il n'est pas¹⁹. Passons sur le fait que, pour le marxisme, comme pour un Ricardo, la richesse correspond à la production de valeur d'usage²⁰, pour nous tourner vers la représentation que se fait « Matière et révolution » du PIB.
« (...) quand l'Etat ou une banque centrale fait cadeau de sommes colossales aux banques, aux financiers ou aux trusts, (...) toutes ces sommes sont intégrées au PIB (...) ».

¹⁹ « Matière et révolution » n'est pas le seul organe à récuser le PIB. C'est aussi le cas notamment de Mouvement communiste : « La « santé » du capitalisme, la définition de ses cycles périodiques, dépend de l'évolution des profits des grandes entreprises : les 40 (ou quelque) premières mondiales ont encore affiché des profits à deux chiffres en 2011. Nous ne partageons pas l'idée que le cycle est défini par les tendances des PIB. Et ce parce que dans le calcul du PIB est pris en compte la totalité des échanges, y compris les échanges qui ne réalisent pas une nouvelle valeur. Si on se référait au PIB, l'Europe et le Japon seraient en « récession » ou en « stagnation » depuis des décennies. En un mot, en « décadence ». Mais alors, comment expliquer les profits élevés des gros groupes nippons et européens ? De même pour l'extension et de la densification des relations sociales capitalistes dans ces mêmes pays ? Quel est leur fondement matériel ? » (Mouvement communiste. Lettre N°35, décembre 2011)

²⁰ « Le travail n'est pas la source de toute richesse*. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle !) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme. Cette phrase rebattue se trouve dans tous les abécédaires, et elle n'est vraie qu'à condition de sous-entendre que le travail est antérieur, avec tous les objets et procédés qui l'accompagnent. Mais un programme socialiste ne saurait permettre à cette phraséologie bourgeoise de passer sous silence les conditions qui, seules, peuvent lui donner un sens. Et ce n'est qu'autant que l'homme, dès l'abord, agit en propriétaire à l'égard de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail, ce n'est que s'il la traite comme un objet lui appartenant que son travail devient la source des valeurs d'usage, partant de la richesse. Les bourgeois ont d'excellentes raisons pour attribuer au travail cette surnaturelle puissance de création : car, du fait que le travail est dans la dépendance de la nature, il s'ensuit que l'homme qui ne possède rien d'autre que sa force de travail sera forcément, en tout état de société et de civilisation, l'esclave d'autres hommes qui se seront érigés en détenteurs des conditions objectives du travail. Il ne peut travailler, et vivre par conséquent, qu'avec la permission de ces derniers.

*Note de Marx : Le Capital, tome 1° : « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit William Petty » (Marx, Critique du programme de Gotha)

Sous ces expressions confuses que vise-t-on ? S'agit-il de subventions ? Voyons si les subventions font elles parties du PIB ?

Lisons la définition de l'INSEE : « Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ».

Les subventions n'en font donc pas partie.

Vise-t-on les prêts voire les garanties de prêts faits par l'Etat aux banques ?

Prenons l'exemple des interventions de l'Etat français auprès des banques lors de la crise de 2008. L'Etat a prêté par l'intermédiaire de la SPPE près de 20 milliards d'euros²¹ aux banques afin de renforcer leurs fonds propres²². Il s'est traduit, dans le cas de la BNP par la souscription, au 31 mars 2009, d'actions de préférence pour un montant de 5,1 milliards d'euros. Ces sommes entrant dans les fonds propres ne sont donc pas comptabilisées dans le PIB. D'autre part, suite à une augmentation de capital, la BNP a remboursé cette somme (plus le paiement d'un intérêt à l'Etat de 226 millions d'euros pour 7 mois de participation) en octobre 2009. Les autres banques ont fait la même chose que la BNP et ont remboursé les sommes avancées par l'Etat en réglant environ 1,4 milliards d'intérêt²³.

« (...) quand ils rachètent les titres de leur propre dette, toutes ces sommes sont intégrées au PIB (...) ».

Nous supposons que l'on vise ici la pratique de sociétés de défaisance qui consiste à créer une société ad hoc qui rachète les titres douteux détenus par la banque afin de lui éviter la faillite. Cette pratique a été mise en œuvre par exemple, pour sauver le Crédit Lyonnais en 1993.

Dans le cas d'une banque, la valeur ajoutée n'est constituée que par une partie des revenus qui entrent dans ce qu'on appelle le produit net bancaire. En l'occurrence, ce sont les services liés à ce prêt qui entrent dans le produit bancaire. Le principal du prêt est remboursé et le crédit qui y correspond est soldé tandis que les sommes peuvent être re-prêtées à un autre client, ce qui engendre à nouveau des intérêts qui recalculés définissent un service qui entre dans le produit bancaire. Le principal du prêt ne fait donc pas partie du PIB et en théorie l'intérêt non plus. Ce qui est pris en compte à travers la différence entre le taux d'intérêt du prêt bancaire et le taux d'intérêt versé aux capitaux qui ont servi à financer ce prêt (notamment les dépôts à la banque), c'est le service d'intermédiation réalisé par les salariés de la banque.

²¹ 5,1 milliards à la BNP, 3,4 milliards à la Société Générale, 3 milliards au Crédit agricole, 1,2 milliards au Crédit Mutuel, 2,2 milliards pour les Caisses d'Epargne et 1,9 milliards pour les Banques populaires. Ultérieurement la fusion entre des Caisses d'Epargne et des Banques populaires pour créer le groupe BPCE a conduit l'Etat à apporter 3 milliards d'euros supplémentaires.

²² Dix milliards sous forme de titres subordonnés (on peut les apparenter à des obligations rémunérées à 8,2%) et 9,8 milliards sous forme d'actions de préférence (des actions qui dérogent au droit commun des actions. En l'occurrence elles n'avaient pas de droit de vote ce qui peut être vu comme un cadeau à la BNP et à la Société Générale, l'Etat renonçant à s'immiscer dans leur gestion, et portaient un intérêt progressif dans le temps ce qui poussait à un remboursement anticipé.)

²³ Dont 815 millions pour la BPCE, 226 millions pour la BNP et 185 millions pour la Société Générale.

Le principal du prêt n'a cependant pas disparu des comptes de la banque ; il figure à son bilan²⁴. Mais le calcul du produit net bancaire et de la partie qui va intégrer le PIB ne part pas du bilan

²⁴ Supposons maintenant que le prêt fasse l'objet d'une défaillance, les charges (pertes, coût du risque) qui font face au produit bancaire augmentent de la valeur restante du prêt tandis que la perte des intérêts constitue un manque à gagner. Les résultats de la banque plongent. Sa rentabilité est dégradée et si ce genre d'affaires se multiplie, elle risque la faillite. En revanche, si le prêt est revendu on n'enregistrera que la différence entre le prix d'achat et le prix de vente. Suivant les cas on enregistrera une plus-value (au sens financier) ou une moins-value, tandis que le prêt est soldé et disparaît du bilan.

Pour bien se fixer les ordres de grandeur de ce dont nous parlons, comprenons qu'une banque comme la BNP réalise un produit bancaire de l'ordre de 40 milliards d'euros. Le travail de ses 180 000 salariés dont environ 1/3 en France a donc permis à la banque de réaliser 40 milliards d'euros, soit un montant par personne de l'ordre de 200 000 €. Par contre, le total du bilan est proche de 2.000 milliards soit pratiquement la valeur du PIB de la France. Du côté de l'actif ce de bilan figurent les prêts aux entreprises ou aux particuliers. Ils représentaient plus du 1/4 de ce total soit près de 600 milliards d'euros. Comme le total du bilan est de l'ordre de 50 fois supérieur au produit bancaire, on comprend qu'un petit pourcentage de perte sur le total du bilan (par exemple une défaillance sur les prêts, sur les crédits accordés à la clientèle) ait des effets considérables sur les résultats de la banque. Bien qu'ils soient manipulables et que la catastrophe de 2007-2009 ait conduit à étaler sur plusieurs exercices une partie des pertes, ces montants sont officiellement comptabilisés dans les risques. Pour la BNP, le montant des provisions était de plus de 8 milliards en 2009, 4,8 milliards en 2010, 6,8 milliards en 2011, 4 milliards en 2012, 4,8 milliards en 2013. Il faut que les défaillances restent cantonnées à bien moins de 1% du total du bilan pour que la stabilité de la banque ne soit pas menacée. Par conséquent, suite à la débâcle constitutive de la crise de 2008-2009, les banques ont été invitées à augmenter leurs capitaux propres afin d'accroître leur résilience aux crises. Ceux de la BNP sont désormais de l'ordre de 100 milliards. En d'autres termes, les capitalistes financiers, propriétaires de la BNP, ont avancé 100 milliards d'euros, tandis que le produit net bancaire est de 40 milliards et le profit net de l'ordre de 6 milliards. L'équivalent de deux années et demie d'activité doivent être avancés pour absorber les secousses les plus faibles de la production capitaliste. Comme la rotation du capital dans ce secteur doit être largement supérieure à ce chiffre, une grande partie du capital, et donc des forces productives, est stérilisée du fait des risques encourus et de leurs effets sur la stabilité de la production capitaliste. On oscille donc entre le développement du risque et l'aggravation des crises du fait de la fragilité des banques et la stérilisation des forces productives du fait de l'incapacité de la société bourgeoise à maîtriser leur développement. Un séisme plus important sur l'échelle des sinistres remettrait en question tout cet édifice, édifice qui n'est obtenu que par une baisse du taux de profit du capital bancaire qui se retrouve de manière durable en dessous du taux de profit moyen*. Pour le rattraper, elles devront augmenter leurs tarifs, accroître la productivité, baisser les salaires des salariés du secteur, contourner la réglementation, user de leur influence pour la faire évoluer, ...

*« Nous sommes une banque centrée sur ses clients, y compris dans nos activités de marché, au service de l'économie. Celles-ci n'ont représenté en 2012 que 15 % de notre chiffre d'affaires. Il est logique que le périmètre des activités à cantonner soit faible. Mais les coûts de gestion seront importants, de même que ceux liés au plafonnement des commissions d'intervention prévu par la loi, pour tous les clients. Cette seule disposition pourrait coûter plusieurs centaines de millions d'euros à la profession bancaire. Ce qui se rajoute à l'addition déjà lourde des récentes réformes : taxes systémiques, quasi-doublement des fonds propres... Autant de dépenses qui pénaliseront les clients et la rentabilité du secteur bancaire. A 6 %, celle-ci est déjà aujourd'hui deux fois moindre que celle de l'industrie et des services... » Jean-Laurent Bonnafé. Directeur Général de la BNP, la banque la plus rentable d'Europe, Le Monde, 06.06.2013

« La sortie du patron d'HSBC avait un côté surréaliste. A l'occasion de la présentation de ses résultats semestriels, lundi 4 août, Stuart Gulliver, le directeur général de la première banque européenne, a fustigé l'avalanche de régulations qui s'est abattue sur son établissement. Un fardeau qui lui coûte plus de 700 millions de dollars (522 millions d'euros) par an et occupe 10 % de son effectif, soit 24 000 personnes à un moment où la banque coupe dans toutes ses dépenses. Et surtout, insiste-t-il, cette overdose de règles rend ses salariés trop réticents au risque pour bien faire leur travail.

Pourtant, Stuart Gulliver, comme tous ses confrères, aura du mal à faire pleurer dans les chaumières. Le chapitre litiges de son rapport intérimaire est en effet épais. Il inclut des accusations de manipulation du

stricto sensu, mais du compte de résultat. Par conséquent, la valeur ajoutée des banques, leur contribution au PIB est obtenue par la facturation de services²⁵ (par exemple, frais de tenue de compte, frais de dossiers, frais de courtage, etc.) et le calcul de la différence entre le taux d'intérêt des prêts et le taux d'intérêt des emprunts²⁶.

Nous n'entrerons pas dans le débat technique, assez complexe, notamment pour l'évaluation des services financiers, inclus de fait dans le différentiel des taux d'intérêt, ni dans l'histoire de la comptabilité nationale (à une époque, partant du principe que certaines activités des banques étaient jugées comme non productives - notamment les activités d'emprunt et de prêt -, elles n'étaient pas intégrées dans le PIB et la contribution totale des banques au PIB était négative – nous sommes donc loin des confusions entretenues par « Matière et Révolution »).

Il existe une troisième grande source de revenus des banques (ce sont les autres revenus du graphique p.14). Cette composante n'a pas cessé d'augmenter (jusqu'à la crise de 2008) dans le

marché des devises et des indices, des actions diverses aux Etats-Unis, et enfin l'affaire des assurances-crédit. Or cette dernière est en train de se transformer en plus gros scandale bancaire de toute l'histoire britannique. » (Le Monde, 5/8/2014)

« L'histoire est trop rare et croustillante, dans le monde feutré des banquiers, pour ne pas y revenir. On raconte que le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, a été violemment pris à partie lors d'une rencontre à huis clos qui s'est tenue il y a une dizaine de jours à Washington et à laquelle participaient une trentaine de banquiers. L'auteur de cette charge verbale en règle était le patron de la puissante banque d'affaires américaine JPMorgan Chase, Jamie Dimon. Il aurait entre autres choses accusé Mark Carney, qui est aussi à la tête du comité de surveillance des marchés financiers mondiaux de la Banque des règlements internationaux (BIS), de s'être fait le défenseur de nouvelles règles bancaires internationales «antiaméricaines». Le ton du banquier américain était, paraît-il, tellement virulent, que l'un de ses confrères, le p.-d.g. de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, se serait ensuite senti obligé d'envoyer un petit courriel au Canadien dans l'espoir d'en arrondir un peu les angles.

Jamie Dimon en avait, semble-t-il, particulièrement contre cette disposition des nouveaux accords de Bâle III prévoyant porter de 3,5 % à 7 % le minimum d'actifs de première qualité que les banques doivent en tout temps conserver en réserve, et allant même jusqu'à ajouter 2,5 % pour les 28 plus grandes institutions financières dites d'importance systémique. En plus de désavantager injustement les grandes banques comme la sienne, aurait-il encore une fois plaidé, l'ajout de telles contraintes sur le milieu de la finance est le plus sûr moyen de nuire à une économie qui manque déjà de souffle.

Ce n'est pas la première fois que Jamie Dimon épingle un banquier central sur ces questions. Fait rare pour quelqu'un, comme lui, qui a directement accès aux dirigeants de la Réserve fédérale américaine, il s'était glissé cet été dans une période de questions pour interpellier publiquement son président, Ben Bernanke.

Le patron de JPMorgan Chase n'est pas le seul à se plaindre des nouvelles règles que l'on cherche à mettre en place pour éviter une répétition du terrible gâchis causé par le secteur financier en 2008. De plus en plus de banquiers et de politiciens osent aujourd'hui remettre ouvertement en cause un resserrement des normes nationales et internationales jugé excessif. On rapportait, cet été, que le secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner, aurait lui-même déjà commencé à dire à ceux chargés de traduire sa fameuse réforme financière Dodd-Frank en règles concrètes de mettre la pédale douce pour ne pas nuire à la difficile reprise économique. » (<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/332761/perspectives-querelle-de-banquiers>, octobre 2011)

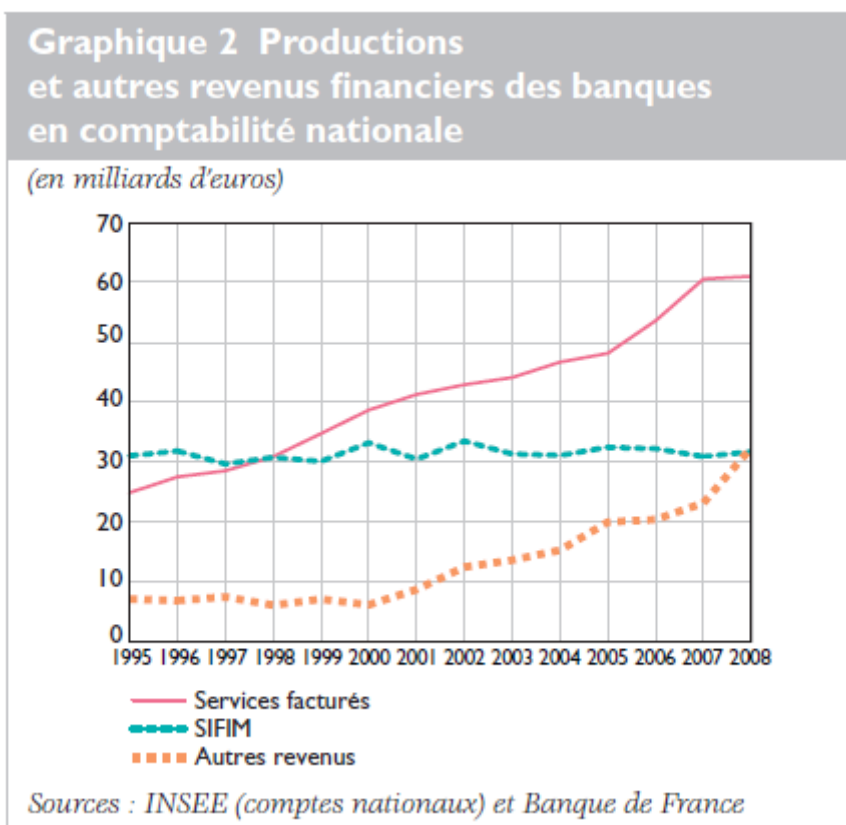
²⁵ Ils représentent la moitié des revenus, du produit net bancaire des banques

²⁶ Ces revenus représentent environ 25% des revenus des banques (30 milliards d'euros en 2008). Cf. graphique p.14, ligne SIFIM.

produit net bancaire²⁷, Ces sommes font partie du produit net bancaire mais pas de la valeur ajoutée et donc ne font pas croître (ou diminuer) le PIB. Une discussion de la vision des comptes nationaux serait fort intéressante du point de vue marxiste. Nous ne l'entamerons pas ici. Il nous suffit de montrer que les arguments de « Matière et Révolution » ne sont que de la désinformation reposant sur des confusions empreintes d'ignorance.

Dans cette troisième source de revenus, nous trouvons notamment :

- des dividendes et intérêts provenant des titres à revenu fixe détenus par les banques²⁸, les titres de participation (actions autres que celles des sociétés filiales ou liées) et des parts et actions des sociétés filiales ou associées ou sur lesquelles les banques exercent une influence notable. En 2007 comme en 2008, pour prendre deux années très contrastées du fait de la crise, le montant de ces dividendes et intérêts était de l'ordre de 22 milliards d'euros.
- des marges sur les différentiels d'intérêt non retenues précédemment (cf. SIFIM). Elles ont fortement augmenté entre 2007 et 2008 (de 0,8 à 10 milliards d'euros). Une analyse détaillée serait sans doute intéressante. Selon Jean-Marie Fournier et Denis Marionnet²⁹, « le niveau particulièrement élevé de 2008 s'explique, notamment, par le gonflement des intérêts nets reçus par les banques sur leurs portefeuilles de titres de transaction, qu'elles ont fortement augmentés. »
- les gains (pertes) et plus-values (moins-values) sur opérations sur titres. Les variations entre 2007 et 2008 sont considérables. Elles seraient liées notamment à la forte baisse de la valeur des actions. Ce poste passe de près de 7 milliards d'euros de gains à plus de 48 milliards de pertes. Encore faut-il ajouter que des dérogations de dernière minute ont



²⁷

Ils représentent environ 25% du total soit environ 30 milliards d'euros. Ils progressent à partir de 2000. Graphique extrait de « La mesure de l'activité des banques en France », Jean-Marie Fournier, Denis Marionnet

²⁸ Le portefeuille de titres a pris une grande importance dans le bilan des banques.

²⁹ La mesure de l'activité des banques en France, Bulletin de la Banque de France, N° 178, p.12

autorisé les banques à déplacer une partie des titres dans d'autres compartiments n'ayant pas les mêmes règles comptables afin de minimiser les pertes. Une partie de ces gains comme de ces pertes est fictive pour la part qui résulte de l'évaluation à la valeur de marché des titres détenus par les banques.

- les produits (charges) sur les instruments financiers à terme (dérivés). Le montant des produits est passé de près de 6 milliards en 2007 à 42 milliards en 2008. Ces instruments peuvent être suivant qu'ils couvrent ou non des actifs, un instrument de stabilisation des comptes ou de spéculation. Ils sont les deux à la fois³⁰. Ils ont joué grandement un rôle de couverture puisqu'ils effacent une bonne partie des pertes et moins-values sur titres. Cette correction est également en partie fictive car elle résulte de l'évaluation à la « juste valeur » de ces instruments financiers.
- Les gains (pertes) sur opérations de change et d'arbitrage. Les pertes (effectives cette fois) sont passées de moins d'un milliard d'euros à plus de 5 milliards d'euros.

De plus, la valeur ajoutée (à la différence du produit bancaire) ne prend pas non plus en compte les provisions pour dépréciations de titres. Pour cette ligne, les provisions sont passées entre 2007 et 2008, de 1,9 Md€ à 10,4 Md€. Elles reflètent les pertes effectives sur les portefeuilles de titres.

Si maintenant nous nous plaçons au niveau des comptes nationaux, qui donc ne reprennent que la partie nationale de l'activité des banques et, au sein de celle-ci, qu'une partie du produit bancaire (en revanche, les consommations intermédiaires qui sont déduites des produits ne sont

³⁰ « Nous avons commis une terrible, une monstrueuse erreur », a-t-il reconnu dans un entretien diffusé lors de l'émission dominicale Meet the Press sur la chaîne américaine NBC. « Il n'y a pas pratiquement pas d'excuse à cela », a dit Jamie Dimon, expliquant qu'il ignorait l'étendue du problème lorsqu'il avait parlé en avril de « tempête dans un verre d'eau ».

Après l'annonce jeudi par la banque de cette perte de 2 milliards accumulée au cours des six dernières semaines, le titre a perdu presque 10 % de sa valeur.

Jamie Dimon a affirmé que la perte venait de placements dans des produits dérivés censés justement protéger la banque des risques financiers et qu'ils n'étaient pas destinés à faire des profits.

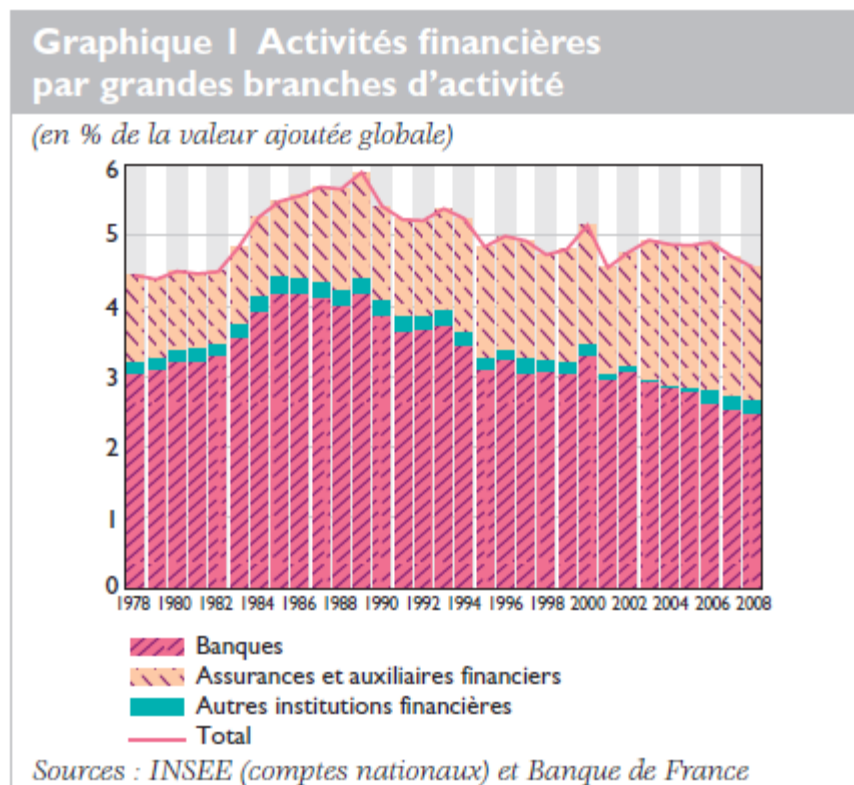
Mais trois ans après la crise financière, ses explications n'ont pas convaincu ses détracteurs, qui voient dans ces pertes la preuve que les banques continuent de spéculer en prenant des risques inconsidérés. « Ce n'était pas une protection », a estimé le sénateur Carl Levin, président démocrate d'une sous-commission qui avait enquêté sur la crise. Pour lui, ces placements étaient au contraire « un pari énorme » sur l'évolution de l'économie.

Le p.-d.g. de JPMorgan a dit que la banque se tenait prête à répondre aux questions des instances de régulation. Il a également promis, dans un courriel adressé aux employés de la banque et lors d'une visioconférence avec des analystes financiers, de mener une enquête approfondie sur ce qui s'était passé et d'en tirer les leçons. Mais il a assuré que la plus grosse banque des États-Unis demeurait « très forte ».

JPMorgan avait été la seule grande banque américaine à rester bénéficiaire lors de la crise financière de 2008. Fort de cette réputation de solidité, Jamie Dimon avait exprimé sa ferme opposition à un contrôle plus strict des activités des banques. Mais depuis l'annonce de cette perte, JPMorgan Chase et ses responsables sont sous le feu des critiques. « Cela montre tout simplement qu'elles ne savent pas gérer le risque et si JPMorgan n'y arrive pas, personne ne peut y arriver », résumait vendredi Simon Johnson, ancien responsable du Fonds monétaire international. »

(<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/349999/jp-morgan-le-p-d-g-reconnait-une-monstrueuse-erreur-mai-2012>)

pas toutes prises en compte par le produit bancaire), nous obtenons pour les institutions financières (banques, assurances, caisse des dépôts, ...) le graphique³¹ suivant :



L'ensemble des institutions financières représente donc environ 5% de la valeur ajoutée. Cette part reste plus ou moins constante tandis que la part des banques s'érode. En Europe (hormis l'Irlande et le Luxembourg) le poids des institutions financières dans la valeur ajoutée est comparable.

3.2 Signification du PIB

Par conséquent, en théorie, nous avons avec le PIB une approximation de la somme du capital fixe, du capital variable et de la plus-value. Le capital constant circulant n'en fait donc pas partie. Dans certaines activités, comme la banque, l'argent est avancé comme capital, mais le travail salarié ne produit ni valeur ni plus-value. Par conséquent, le capital constant (circulant ou fixe) est reproduit à partir de la plus-value. De ce fait, pour obtenir la valeur effectivement créée par le travail vivant, il faudrait ajouter au PIB, tout le capital circulant constant des activités relevant de l'avance de capital qui ne produisent ni plus-value, ni valeur. Le PIB est sous-estimé d'autant.

En 2014, l'Insee pour se conformer aux évolutions du système européen de comptabilité a modifié le périmètre de la définition du PIB. En 1995, on avait ajouté dans la comptabilisation des investissements, les dépenses en logiciels et en 2000, les différentiels d'intérêt pour évaluer les services financiers. Désormais, on compte également en investissement un certain nombre d'actifs immatériels liés à la recherche et développement et les bases de données ainsi que le matériel militaire (avions, blindés, navires, sous-marins, missiles). Le PIB en est relevé d'autant. S'il est évident, pour le marxisme, que le dernier cas relève de la plus-value et non du capital fixe, car c'est elle qui assure la reproduction de ce capital³², nous avons là un exemple de la manière

³¹ Graphique extrait de « La mesure de l'activité des banques en France », Jean-Marie Fournier, Denis Marionnet

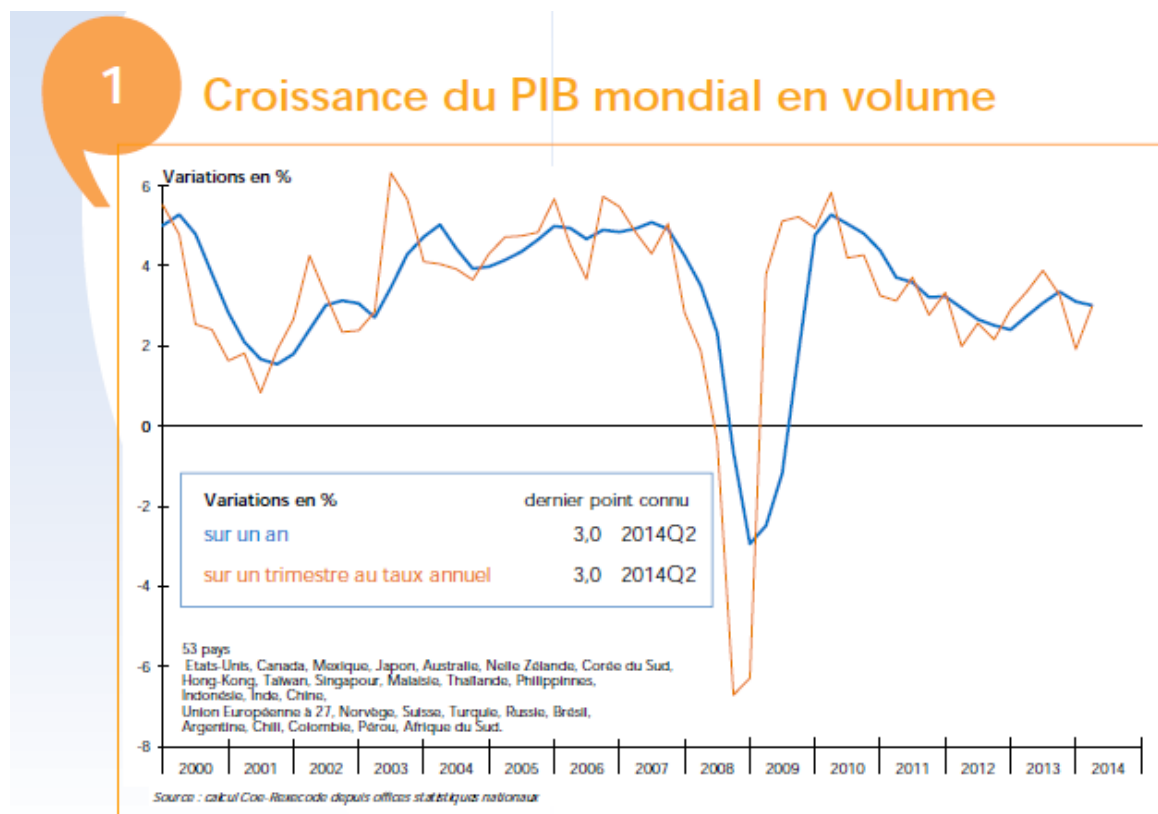
³² Cf. La théorie marxiste des crises, p.171

dont le PIB était sous-estimé. Désormais, son montant total est mieux cerné mais est néanmoins tronqué ; on compte comme capital fixe ce qui devrait être compté comme de la plus-value.

Nous avons cependant, avec le PIB, un indicateur qui nous donne une approximation de la valeur créée par le travail vivant et de son expression sur le marché mondial³³, tout comme un indicateur du développement de la productivité du travail ; quant à son ralentissement tendanciel nous pouvons y voir également un élément d'appréciation de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

3.3 Croissance du PIB

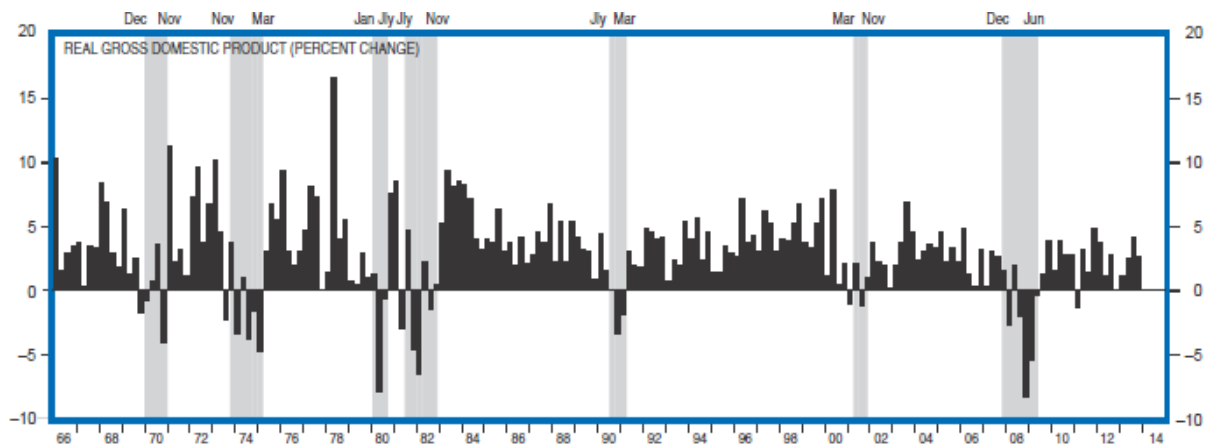
Croissance du PIB mondial



Source : Coe-Rexecode, la conjoncture mondiale en 10 graphiques

³³ La loi de la valeur dans son application internationale est profondément modifiée dans la mesure où, sur le marché du monde, le travail plus productif du pays le plus développé acquiert une valeur sociale plus importante tant que la concurrence ne l'oblige pas à baisser cette valeur. Ce qui est vrai pour la productivité l'est aussi pour l'intensité, la qualité ou encore la qualification du travail. De ce fait, une heure de travail dans un pays plus développé peut s'échanger par exemple contre trois heures de travail dans le pays le moins développé. Si ces deux pays entretiennent des échanges le premier exploite le second. Par exemple, la France et la Turquie ont une population active de taille comparable (nous faisons ici abstraction des différences dans le temps de travail annuel comme dans l'importance relative des classes improductives ; ces facteurs ne font qu'accroître les différences) cependant le PIB en France est de l'ordre de 2000 milliards d'euros quand celui de la Turquie est de l'ordre de 800 milliards de dollars.

Croissance du PIB aux Etats-Unis



Croissance du PIB en France (prix courants ; en milliards d'euros)

| | |
|------|------|
| 2007 | 1945 |
| 2008 | 1995 |
| 2009 | 1939 |
| 2010 | 1998 |
| 2011 | 2059 |
| 2012 | 2091 |
| 2013 | 2113 |

Croissance du PIB en France (volume ; en milliards d'euros)

| | |
|------|--------|
| 2007 | : 2016 |
| 2008 | : 2017 |
| 2009 | : 1960 |
| 2010 | : 1997 |
| 2011 | : 2038 |
| 2012 | : 2046 |
| 2013 | : 2054 |

Ces évolutions corroborent celles des exportations³⁴. A l'échelle mondiale, l'expression de $cf + v + pl$ a augmenté ; donc, en principe, du capital a été accumulé et la plus-value s'est accrue.

³⁴ Tout comme celles de la production de pétrole

3.4 Dette et PIB

On peut argumenter, et cela est tout à fait vrai, pour une part, que cette accumulation n'est que le résultat d'un soutien de l'Etat qui d'endette d'autant. C'est dans cet esprit que nous avons calculé le rapport entre la croissance du PIB et la croissance de la dette publique. Le résultat est édifiant³⁵.

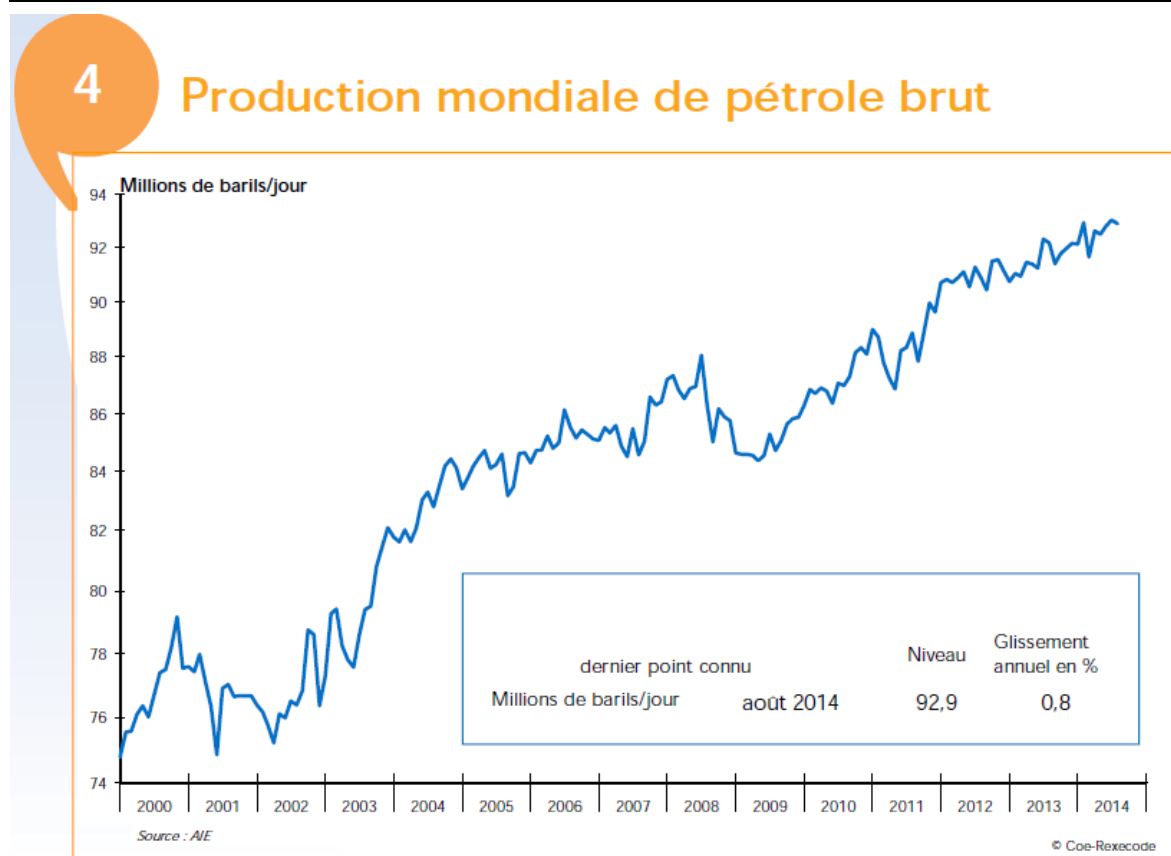
Pour la France nous obtenons (sur les nouvelles bases INSEE) :

Accroissement de l'endettement entre 2007 et 2013 : 709 milliards

Croissance cumulée depuis 2007 : $50 + (-6) + 53 + 114 + 146 + 168 = 525$ milliards d'euros

Donc 525 milliards d'euros de croissance cumulée depuis 2007 pour un accroissement de la dette de 709 milliards d'euros. Donc dire qu'en France, l'Etat soutient la croissance à bout de bras est plus qu'évident.

Il s'agit ici de l'évaluation en prix courants. Si nous l'évaluons en volume, le résultat est encore plus édifiant.

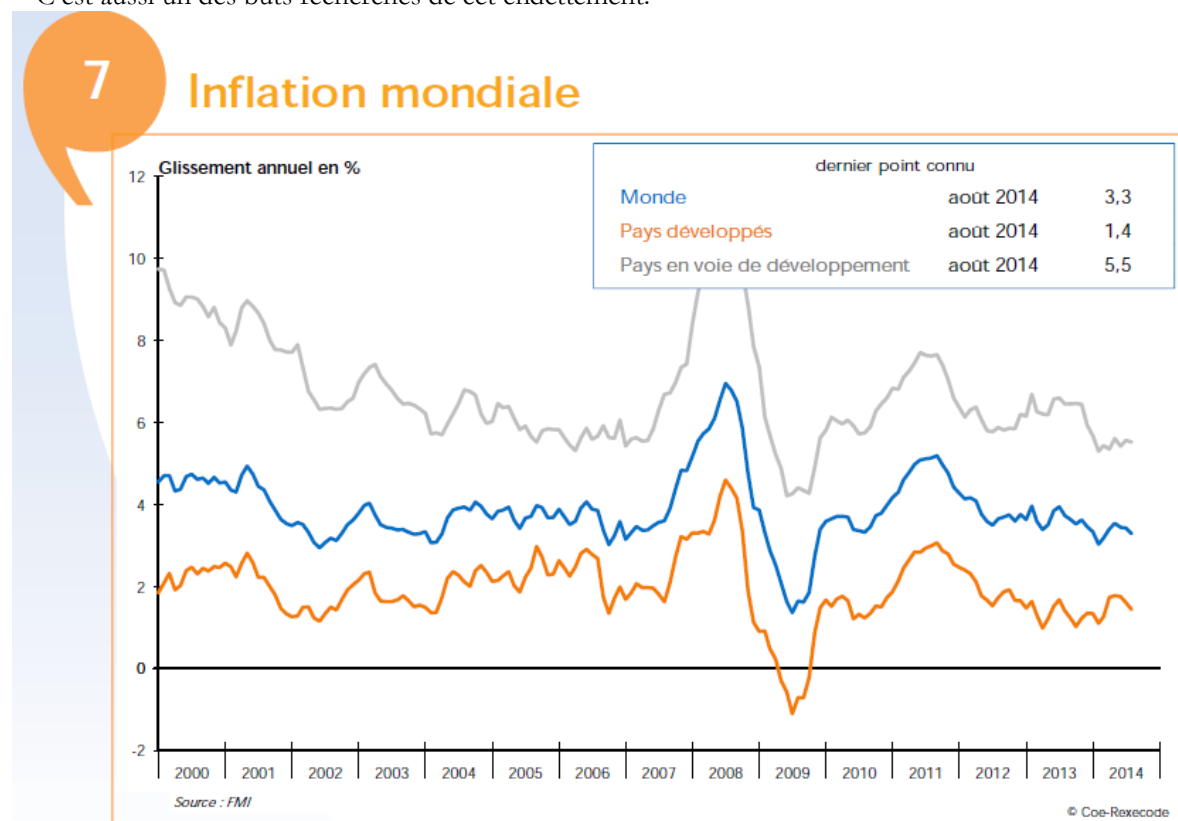


Source ; Coe-Rexecode, la conjoncture mondiale en 10 graphiques.

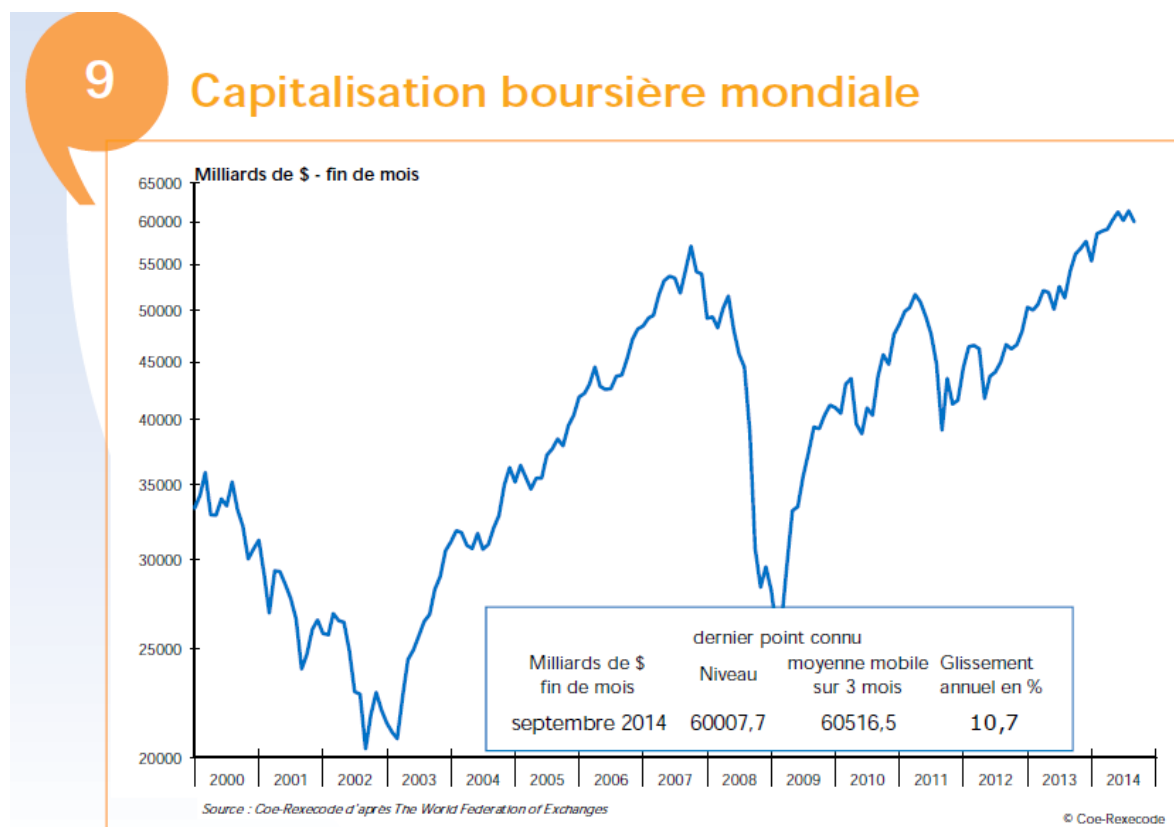
³⁵ Bien qu'il faille relativiser ces résultats car la dépense, qui se traduit par de l'endettement, induit une demande du type c (capital constant) + $v + pl$, tandis que le PIB ne mesure (avec des limites) qu'une production du type cf (capital fixe) + $v + pl$. Toutefois ce type de comparaison est largement utilisé quand on rapporte par exemple les exportations au PIB. Il n'en demeure pas moins qu'il est pour une part tronqué. Beaucoup plus fallacieuse est la présentation de la dette par la grande masse des représentants de la bourgeoisie. Il serait plus juste de la rapporter non pas PIB mais aux budgets concernés. La dette publique est de l'ordre de 2.000 milliards d'euros et la dette de l'Etat en représente environ 80%. Par contre les recettes nettes du budget de l'Etat sont de l'ordre de 230 milliards d'euros³⁵. Par rapport à la dette le ratio est de l'ordre de 700%, mais il y en a encore quelques esprits supérieurs qui se veulent rassurants et qui prétendent que l'Etat ne connaîtra pas de défaut de paiement !

Croissance en volume depuis 2007 : $1 + (-56) + (-19) + 22 + 30 + 38 = 16$ milliards d'euros. Une bonne partie de l'endettement se résout en inflation³⁶, augmentation du capital fictif³⁷ et des actifs immobiliers.

³⁶ C'est aussi un des buts recherchés de cet endettement.



Source : Coe-Rexecode, la conjoncture mondiale en 10 graphiques



Source : Coe-Rexecode, la conjoncture mondiale en 10 graphiques

Après la crise de 2007-2009, la valeur du capital fictif (il s'agit ici uniquement d'une partie de ce capital fictif : les actions des sociétés cotées) est repartie vers de nouveaux sommets. La dernière crise avait divisé cette valeur nominale par deux, soit une perte de l'ordre de 25 000 milliards. De même la crise de 2000-2002 avait entraîné une baisse de l'ordre de 15 000 milliards d'euros. Que ce capital fictif hausse ou baisse ne dit rien quant à la valeur du capital actif, le capital réel, que la valeur de ces titres représente. « Il s'ensuit que, dans la crise, et, en général, dans la dépression, le capital marchandise perd en grande partie sa faculté de représenter le capital-argent potentiel. Il en va de même du capital fictif, des titres portant intérêt, dans la mesure où ils circulent à la bourse comme capitaux monétaires. Leur prix baisse avec la hausse de l'intérêt, ou encore par suite de la pénurie générale de crédit qui force leurs possesseurs à les jeter en masse sur le marché pour se procurer de l'argent. Enfin, pour ce qui est des actions, leur prix baisse soit par la diminution des revenus qu'elles garantissent, soit par suite du caractère frauduleux qu'elles représentent assez souvent. En période de crise, ce capital monétaire fictif se déprécie fortement, offrant moins de possibilités à ses détenteurs d'emprunter sur le marché. La baisse nominal que ces valeurs subissent à la cote est cependant sans rapport avec le capital réel qu'elles représentent ; en revanche, elle concerne grandement la solvabilité de leurs détenteurs » (Marx, Capital, Livre III, Pléiade, T.2, p.1214-1215)

« Les titres de propriété sur les affaires de sociétés, chemins de fer, mines, etc., sont certes, comme nous l'avons vu, des titres sur du capital réel. Mais ils ne permettent pas de disposer de ce capital, qui ne peut être retiré. Ils donnent simplement des titres juridiques sur une partie de la plus-value escomptée. En tant que duplicata, négociables eux-mêmes comme marchandises et pouvant circuler comme valeurs-capital, ils n'ont qu'une valeur fictive dont la hausse ou la baisse est absolument indépendante du mouvement du capital réel qui est leur objet. » (Marx, Capital, Livre III, Pléiade, T.2, p.1200)

La prochaine crise (que, comme un coup de tonnerre, la chute du capital fictif annonce souvent aux bons apôtres surpris) verra à nouveau le capital fictif tomber dans l'abîme.

Evolution du PIB mondial³⁸ (en milliards \$)

| | |
|------|-------|
| 2006 | 50182 |
| 2007 | 56696 |
| 2008 | 62170 |
| 2009 | 58885 |
| 2010 | 64552 |
| 2011 | 71448 |
| 2012 | 72908 |
| 2013 | 74909 |

Evolution de la dette publique mondiale (en milliards de dollars)

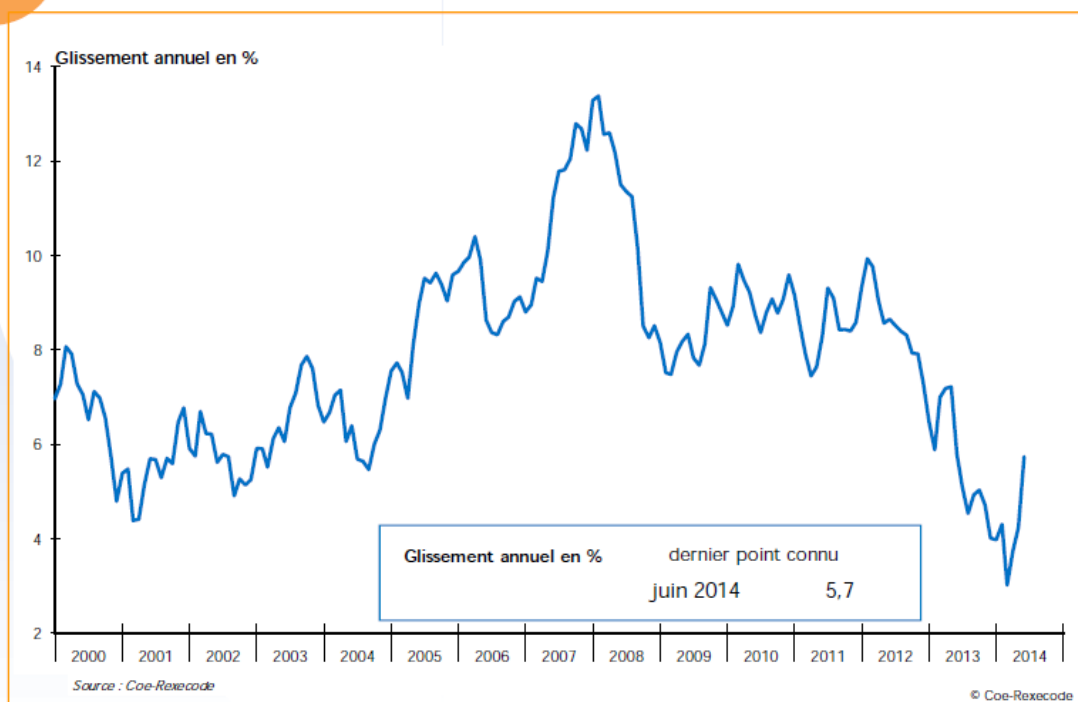
Entre 2007 et 2013, la dette publique mondiale est passée de 29 000 milliards de dollars à 51000 milliards de dollars soit un accroissement de l'ordre de 22 000 milliards de dollars. Dans le même temps on observe une croissance du PIB de

$5\,474 + 2\,189 + 7\,856 + 14\,752 + 16\,212 + 18\,213 = 64\,696$ milliards de dollars. A l'échelle mondiale, l'accroissement de la dette représente environ le 1/3 de la croissance cumulée du PIB contre près de 135% pour la France (on trouverait des proportions similaires sinon plus élevées dans d'autres pays développés). Si une nouvelle (et bien plus grande) crise de la dette est devant eux, on ne peut pas dire pour autant que l'accumulation mondiale soit uniquement le fait de l'endettement des Etats³⁹. A côté des régions de vieux capitalisme qui déclinent (relativement) sur le marché mondial, d'autres régions où le mode de production capitaliste est plus récent ont

³⁸ Source : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD/countries/1W?display=graph>

³⁹ Dans le même ordre d'idée on peut constater que le rythme d'accroissement de la masse monétaire mondiale a baissé par rapport au pic de 2008.

8 Masse monétaire mondiale



accumulé le capital à un rythme plus élevé. Les uns (qui sont encore loin d'avoir totalement surmonté les effets de la dernière crise) et les autres vont au-devant d'une nouvelle crise générale de surproduction

En regardant l'accumulation du capital à travers le prisme de la France on risque de ne voir qu'un (petit) aspect de la réalité.

4. A suivre

Au fond de ce débat très technique est la discussion qui nous oppose à Matière et Révolution (Voix des Travailleurs) sur la nature de la crise. Pour eux, il s'agit d'autre chose que d'une crise cyclique de surproduction, elle traduit l'impossibilité pour le capital de continuer à accumuler. Le « moteur est cassé » et, par conséquent, les capitalistes n'investissent plus productivement, ils se contentent des profits financiers et de l'aide des Etats⁴⁰.

Au fond de l'argumentation des camarades de Matière et révolution, nous trouvons l'idée que la crise de 2007-2009 n'a pas connue de dévalorisation du capital⁴¹ tandis que le capital s'est totalement financiarisé pour se survivre uniquement dans la spéculation et les perfusions massives de l'Etat. Par conséquent cette crise aurait une singularité (autre que sa gravité particulière) qui la fait passer dans un nouveau monde : celui de la crise finale du mode de production capitaliste. Dans une suite de cet article, nous traiterons notamment de cette argumentation.

Mais comme nous venons de le voir, les arguments donnés ne sont pas convaincants. De plus, ils témoignent d'une vision limitée à la France et qui ne prend pas en compte la situation du capitalisme mondial. Les pays les plus développés, du point de vue de la production capitaliste, sont loin d'avoir surmonté toutes les conséquences de la crise ouverte en 2007. Le sauvetage en catastrophe a aggravé la dette publique laquelle n'a cessé de progresser depuis que les crises de surproduction de l'après-guerre ne pouvaient plus être niées. Dans d'autres régions du monde, l'accumulation du capital file bon train et prépare les bases d'une crise de surproduction encore plus vaste. Comme les pays les plus développées n'ont toujours pas digéré complètement cette crise, qu'ils sont sous perfusion de l'Etat et voient leur production patiner (faible reprise, stagnation, courte embellie, rechutes), tandis que la concurrence internationale, toujours plus pressante, ne favorise en rien le recouvrement de l'activité, le cycle (6 ans en moyenne) devrait s'allonger un peu⁴². Quel pays sera à l'origine de la prochaine crise ? la question mériterait une étude approfondie. Un autre paramètre décisif que nous sommes incapables d'évaluer mérite toute notre attention : l'évolution de la lutte et des rapports entre les classes.

⁴⁰ « (...) le capital commercial et industriel est massivement transformé en capital bancaire et financier, lequel a spéculé massivement aussi sur des actifs douteux, des titres pourris, des créances sans fonds, des dettes, et autres valeurs spéculatives. » (Le capitalisme industriel transformé en banque puis en faillite générale, <http://www.matierevolution.org/spip.php?article2749>)

⁴¹ « En l'occurrence, ce serait une bien curieuse crise puisqu'elle ne mène pas à la disparition des « canards boiteux », contrairement à toutes les crises capitalistes du passé. Il est en effet remarquable que le système a fait, pour la première fois, le choix de « sauver » tous les trusts et toutes les grandes banques ou assurances, ce qui va a contrario de ce que ce système a toujours fait en laissant chuter les faillis, même s'il s'agissait de grandes banques, de grandes assurances, de grands financiers ou de trusts. » (Robert Paris, Réponse à Robin Goodfellow sur la signification de la crise actuelle du système capitaliste, juin 2014).

⁴² Depuis juillet 2014, le taux de profit des entreprises non financières aux Etats-Unis a entamé une baisse. Il n'y jamais eu de crise avant qu'une baisse de ce taux de profit ne se manifeste. Il reste à observer si cette baisse est durable.

5. Annexe : Divagations

5.1 Rappel du contexte

Lors de la dernière réunion organisée par Matière et révolution nous avons demandé des précisions quant à une affirmation du texte « Quelques questions pour répondre à nos amis et camarades de Robin Goodfellow » (<http://www.matierevolution.fr/spip.php?article2716>)

Rappelons tout d'abord la phrase qui était l'objet d'une demande de précision quant aux sources la justifiant :

« Même des trusts comme Peugeot qui sont des trusts familiaux ne sont pas des entreprises car la banque y est prépondérante. Voir les un milliards et demi qu'il a fallu déboursé par l'Etat pour sauver le trust automobile et plus de treize milliards toujours déboursés par l'Etat pour sauver seulement la banque Peugeot. »

Par conséquent, nous avons demandé des précisions sur les sources qui étayaient la proposition selon laquelle, plus de 13 milliards seraient passés de la caisse de l'Etat vers celle non pas de PSA mais uniquement de la banque PSA finances et y seraient toujours (c'est le sens de la phrase citée tel que nous le comprenons)

La question portait donc sur les « plus de treize milliards toujours déboursés par l'Etat pour sauver seulement la banque Peugeot »

5.2 Toujours l'art de répondre à côté

Dans le courriel de Matière et Révolution reçu le 16/09/2014 il est dit :

« Tout d'abord une précision, cette information ancienne est largement dépassée puisque, le 18 février 2014, l'Etat est entré, en même temps que la Chine pour 14% de plus au capital de PSA via une augmentation de capital de 3 milliards d'euros. Chacun a déboursé 800 millions d'euros. La famille Peugeot n'a plus que 25,4% du capital de PSA au lieu de 38,1%. Qui a le reste du capital et qui avait le reste auparavant ? Le constructeur américain Chrysler était sorti du capital en 1986. PSA était la plus faible capitalisation du CAC 40, et a dû en sortir. Le 2e constructeur automobile européen ne capitalisait en effet que 2,5 milliards d'euros alors que son chiffre d'affaires a frôlé la barre des 60 milliards en 2011. De toutes manières, on ne peut se contenter des commentaires officiels car, selon celles-ci, PSA recevrait 3 milliards, composé de 0,8 pour l'état français, 0,2 la famille Peugeot et 0,8 de Dongfeng. Pour les forts en addition, c'est un peu raide... »

Comme cela n'ait pas trait au sujet, nous pouvons écarter la question de l'augmentation de capital qui est intervenue après l'information sur les 13 milliards. Cette augmentation est d'ailleurs beaucoup moins mystérieuse que ce qu'en laisse penser Matière et révolution. L'Etat et le groupe chinois Dongfeng apportent à part égale 1,048 Md€ et 1,952 Md€ en faisant appel au marché (dont 552 M€ à part égale pour l'Etat et Dongfeng et 142 M€ pour Peugeot. Il reste donc à trouver 1,258 Md€ auprès du public, ce qui sera fait. Par conséquent $1.048 + 0.552 + 0.142 + 1.258 = 3$ milliards qui ne font pas de mystère.⁴³

⁴³ Sources

<http://lexpansion.lexpress.fr/entre...>

<http://www.agefi.fr/articles/son-au...>

<http://bourse.lesechos.fr/infos-con...>

5.3 De nouvelles « précisions »

Venons-en donc aux 13 milliards déboursés et non remboursés.

« Puis en décembre 2012, le trust PSA a annoncé que sa banque PSA-Finances allait faire faillite : résultat treize milliards et demi d'aides de l'Etat ! L'ampleur de la catastrophe et l'ampleur aussi des sommes mises en jeu par PSA Finances ont été volontairement minimisées au départ. Il s'avère finalement d'après Cortal Consors que le trou serait de plus de 18 milliards d'euros et l'aide de 18,5 milliards !!! Banque PSA Finance représente 3 % du chiffre d'affaires mais 40 % du résultat opérationnel du groupe PSA en 2011, dont le chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'euros a permis de dégager un résultat opérationnel courant de 507 millions d'euros. »

« Le pool des banquiers de PSA apporte ainsi 11,5 MdsE de liquidités à Banque PSA Finance. Pour sa part, l'Etat garantit les émissions obligataires à concurrence de 7 Milliards d'Euros pour des tirages sur la période 2013-2015.

C'est l'Etat qui apporte sa garantie pour les 18,5 milliards sans que le patron ne s'engage à retirer un seul licenciement ! »

Par conséquent, les camarades semblent relier les 13,5 milliards d'aides de l'Etat à la seule crise de décembre 2012. Bien plus, si nous comprenons bien, ce n'est pas finalement 13,5 milliards mais 18,5 milliards qui sont en jeu.

Avant de revenir sur la crise de 2012, penchons-nous sur ce qui s'est passé lors de la crise 2008-2009

Lors de la crise de 2008-2009, l'Etat a **prêté**⁴⁴ aux banques, par l'intermédiaire d'une société ad hoc, la SFEF, 77 milliards d'euros aux banques. 95% de ces sommes ont été prêtées aux grands groupes bancaires, tandis que les banques des groupes automobiles (Renault, PSA, Volvo) recevaient un prêt de 2,2 milliards d'euros⁴⁵. Au 31 décembre 2012, l'encours global des prêts n'était plus que de 24 milliards⁴⁶, tandis que les intérêts perçus par l'Etat étaient de 1,4 milliard d'euros. Les remboursements doivent prendre fin en 2014.

5.4 Activité de PSA Finances

Dans le détail, la situation de la Banque PSA Fiances été bien plus compliquée. Quelle est l'activité de Banque PSA finances ?

Filiale à 100% du groupe PSA, elle propose aux acheteurs de véhicules automobiles (particuliers et entreprises) des solutions de financement pour l'achat de véhicules de la marque Peugeot et Citroën. . Il s'agit donc d'un organisme de crédit comme Cofinoga, mais spécialisé dans le financement des véhicules d'un seul groupe automobile. En général, les acheteurs de voiture (neuf ou occasion) se voient systématiquement proposer de passer par ce type de crédit (RCI banque et sa filiale Diac, est l'équivalent pour Renault de Banque PSA Finances et de sa filiale

<http://www.capital.fr/bourse/actual...>

<http://www.psa-peugeot-citroen.com/...>

<http://www.challenges.fr/entreprise...>

⁴⁴ Ici, il y a eu effectivement transfert d'argent. L'Etat a emprunté, et en créant une société ad hoc n'a pas gonflé sa dette au sens de Maastricht, et a re-prêté ces sommes moyennant une prime de risque en sus du taux d'intérêt du capital emprunté. » (

⁴⁵Source : <https://www.ccomptes.fr/content/download/1412/13931/file/Rapport-concours-publics-etablisements-de-credit-mai2010.pdf>

⁴⁶ https://www.ccomptes.fr/content/download/53082/1415020/file/RPA_2013_Tome_II_synthese.pdf

Crédipar). Un second grand type d'activité est le financement (besoin en fonds de roulement, autres financements) du réseau de concessionnaires. Un second grand type d'activité est le financement (besoin en fonds de roulement, autres financements) du réseau de concessionnaires.

Nous avons donc d'une part un crédit à la consommation classique (achat de véhicules neufs ou d'occasion qui s'agrémentent notamment de services d'assurances - assurance auto, crédit chômage, décès, invalidité, ...-) et des crédits de financement des nouveaux modes de consommation des automobiles où le client final n'est plus propriétaire du véhicule mais le consomme comme un service (la reprise optionnelle du véhicule à la fin de la location ne pèse pas sur la banque mais sur les concessionnaires ou les constructeurs) soit au final un ensemble de crédits relevant du crédit à la consommation et, d'autre part, un crédit pour soutenir le capital avancé par les concessionnaires (financement des stocks, des pièces détachées et aussi leur propre flotte de véhicules, prêts immobiliers pour leurs locaux, ...) et donc des crédits pour augmenter le capital commercial ou industriel des concessionnaires. Plus du ¼ de la production de PSA est achetée grâce aux crédits accordés aux clients finaux par la Banque PSA Finances qui est une holding qui chapeaute une myriade de filiales et succursales dans plusieurs pays.

5.5 Traduction financière de l'activité

Comment ces aspects se traduisent-ils dans le bilan de la banque ? Le courriel annonce un « chiffre d'affaires », en 2011⁴⁷, de la banque PSA finances de 1,8 milliard d'euros pour un résultat opérationnel de 507 millions d'euros. Le premier chiffre doit viser la somme des revenus nets sur les divers services. Ainsi, le rapport d'activité 2011 indique (p.62) que les intérêts nets sur opérations financières avec la clientèle s'élevaient à 1,584 Md€ (dont 1,619 Md€ pour les intérêts et produits au coût amorti), les intérêts et produits nets de placements à 0,028 Md€, les gains et pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente à 0,001 Md€, la marge sur prestations de services d'assurance à 0,077 Md€, et la marge sur autres prestations de services à 0,083 Md€. Ce qui nous permet d'approcher les 1,8 milliard d'euros.

Ces chiffres sont déjà des chiffres nets et pour comparer plus aisément les banques, il faut prendre en compte le produit net bancaire. Pour l'obtenir, il faut notamment retrancher des intérêts nets reçus, les intérêts nets versés aux créanciers. Comme cette banque n'a pas ou peu de dépôt⁴⁸ elle doit emprunter ce qu'elle prête. En 2011, le coût net de refinancement s'élevait à 0,738 Md€. Si nous ajoutons les gains et pertes nets sur opération de trading qui, cette année-là, représentaient une perte de 0,003 Md€, nous obtenons le produit net bancaire $(1,584 + 0,028 + 0,001 + 0,077 + 0,083) - (0,738 + 0,003) = 1,032$ Md€.

Donc, le produit net bancaire est aux alentours de 1 milliard d'euros⁴⁹ (en comparaison celui de la BNP est environ 40 fois plus grand). Quant au résultat net d'exploitation⁵⁰, il était de 532 millions soit plus de 50% du produit bancaire.

Quant à l'actif du bilan on peut le simplifier ainsi : il est de l'ordre de 24 milliards d'euros et se décompose en 17 milliards de crédits aux particuliers et entreprises et de près de 7 milliards au

⁴⁷ Il y a de plus une erreur ; En 2011, le résultat opérationnel est de 532 millions. C'est en 2010 qu'il s'élève à 507 millions. (Rapport annuel 2011, Banque PSA Finances, p.5)

⁴⁸ Depuis mars 2013, la banque a créé un livret pour collecter des dépôts. « Distingo » collecte aujourd'hui plus d'un milliard d'euros.

⁴⁹ En baisse en 2013 et 2014. Cf. rapport d'activité Banque PSA Finances 2013 (p.2) et Rapport d'activité semestriel PSA (p.13).

⁵⁰ Le résultat d'exploitation brut était de 647 millions d'euros. Pour obtenir le résultat net il faut retrancher le « coût du risque », c'est-à-dire notamment tous les impayés.

réseau des concessionnaires. A titre de comparaison la taille du bilan de la BNP est au moins 70 fois plus grande. Pour financer ces crédits, la banque dispose de fonds propres (environ 3 milliards d'euros et emprunte le reste soit sur les marchés de capitaux soit en se refinançant auprès des banques).

Les crédits à la clientèle sont en moyenne des crédits à moyen terme. En rapportant le montant financé dans l'année aux encours on obtient un ratio de l'ordre de 2⁵¹, ce qui signifie qu'un prêt moyen dure deux ans et que, par conséquent, il faut financer chaque année la moitié de l'encours. La moitié des prêts aux clients finaux arrivent à échéance et de nouveaux prêts les remplacent si des clients acheteurs d'automobiles à crédit se présentent.

Par contre, pour les concessionnaires le financement est à court terme. Le ratio moyen est de l'ordre de deux mois⁵² au grand maximum, ce qui signifie que l'encours donne une idée du besoin de financement pour l'année. Par conséquent, nous pouvons estimer sommairement le besoin de financement annuel en prenant la moitié de l'encours client et la totalité de l'encours des concessionnaires. Soit, d'après notre bilan simplifié, environ 15 milliards par an.

5.6 Les risques propres à l'activité de PSA Finances

Quels sont donc les risques encourus par une telle banque à la rentabilité déclinante⁵³ ?

⁵¹ Ratio entre le montant des financements consentis et les encours sur la clientèle

2007 : 1,92

2008 : 1,96

2009 : 2,13

2010 : 2,01

2011 : 1,98

2012 : 2,01

2013 : 2,09

⁵² Ratio (exprimé en mois) entre montant des financements consentis (y compris pièces détachées) et encours sur les réseaux

2007 : 1,58

2008 : 1,31

2009 : 1,31

2010 : 1,73

2011 : 1,9

2012 : 1,95

2013 : 1,98

⁵³ Produit net bancaire (en millions d'euros)

2007 : 981

2008 : 976

2009 : 944

2010 : 1 000

2011 : 1 032

2012 : 1 075

2013 : 891

Résultat net (en millions d'euros)

2007 : 421

2008 : 358

2009 : 353

2010 : 394

2011 : 354

2012 : 293

2013 : 238

Dans son rôle de fournisseur de crédit pour l'achat de véhicules neuf ou d'occasion du groupe PSA, la banque est nécessairement tributaire des fluctuations du marché automobile. Celui-ci a connu une crise mondiale en 2008-2009 (En 2013, en Europe mais pas dans le monde, la demande d'automobiles reste en-deçà de son niveau de 2008 et a fortiori de 2007) et Peugeot comme Citroën n'ont pas été épargnés. La banque dispose d'une marge de manœuvre en améliorant sa couverture du marché, c'est-à-dire la part des automobiles produites par PSA et vendues à crédit ainsi que les services associés, mais cela ne se fait pas sur un claquement de doigt.

L'autre facteur, permanent mais qui s'aggrave également avec les crises, réside dans les impayés. Chaque année, des acheteurs d'automobiles incapables de payer leurs échéances ou des concessionnaires prêts à mettre la clef sous la porte passent dans la catégorie des clients douteux. Les créances irrécouvrables font partie des pertes qui constituent ce que le jargon bancaire appelle le « coût du risque ».

Evolution du coût du risque (en millions d'euros) :

2007 : 51
2008 : 98
2009 : 112
2010 : 129
2011 : 115
2012 : 290
2013 : 131

La banque PSA Finances a donc suffisamment à faire avec ses propres impayés pour ne pas avoir besoin « d'avoir joué l'argent de leurs sociétés aux subprimes »⁵⁴ comme le disent les camarades.

Voilà pour l'actif du bilan, mais il existe aussi des risques côté passif du bilan. Pour financer les crédits dont le taux est généralement fixe, la banque, outre ses fonds propres et les éventuels dépôts dont elle dispose, doit emprunter. Elle doit donc obtenir les financements qui lui sont

Capital propre (en millions d'euros)

2007 : 2 900
2008 : 2 924
2009 : 3 179
2010 : 3 518
2011 : 3 697
2012 : 3 422
2013 : 3 294

Taux de rentabilité des capitaux propres

2007 : 14,5%
2008 : 12,2%
2009 : 11,1%
2010 : 11,2%
2011 : 9,5%
2012 : 8,5%
2013 : 7,2%

⁵⁴ Ce n'est pas tant la banque que le groupe PSA qui est visé (avec Renault) par Matière et révolution : « Le gouvernement a alors réuni les patrons de l'Automobile pour leur annoncer qu'il allait leur faire cadeau de 5 à 6 milliards d'euros (on n'est pas un milliard près !) aux trusts principaux de l'Automobile en France et, pour les remercier d'avoir joué l'argent de leurs sociétés aux subprimes » (Courriel du 16/09/2014). Ici aussi si cela est vrai où sont les sources ?

nécessaires et maîtriser les taux d'intérêts auxquels elle emprunte⁵⁵. Ceux-ci dépendent notamment de la note attribuée par les agences de notation (et la note de la banque dépend également de celle du groupe⁵⁶).

5.7 La banque et la crise de 2008-2009

Ces aspects sont propres à la banque PSA. Mais la crise bancaire de l'automne 2008 concernait toutes les banques et de ce point de vue la banque PSA a été prise dans le maelström de la crise. Pour se refinancer, il faut donc que les marchés continuent de fonctionner (ce n'était pas le cas pour tous dans certaines périodes) et que le coût du refinancement soit compatible avec la rentabilité des crédits accordés. Outre les facteurs qui pèsent sur son chiffre d'affaires et sa rentabilité à l'actif du bilan et qui perdurent compte tenu des difficultés de l'Europe (et de la France en particulier) où le groupe est le plus engagé, il y a ensuite les facteurs propres au refinancement qui menacent la liquidité et la rentabilité de la banque. Ce sont donc non pas tant des causes extérieures liées à une mauvaise gestion de la banque, à la stupidité ou à la cupidité de ses dirigeants ou actionnaires, qui auraient investi dans des produits spéculatifs mais le mouvement même de la production capitaliste et ses crises périodiques qui exposent la banque à des crises du fait même de son activité intrinsèque⁵⁷. Elle est à la fois partie prenante de cette crise dans la mesure où elle a étendu la base du crédit et donc favorisé la surproduction et, en même temps, prisonnière de celle-ci. A son échelle, elle la subit et, en même temps, elle la nourrit. En 2008 et 2009, certains marchés qui permettaient à la banque de se refinancer n'ont plus fonctionné comme auparavant et les banques ont réduit brutalement leurs capacités de prêts. Par exemple, le marché des capitaux à moyen terme a été fermé pendant de longs mois en 2008 et n'a repris pour la banque qu'en avril 2009. De même, le marché des titrisations est resté fermé en 2009, tandis que les crédits bancaires se restreignaient. Or, ces sources de financement étaient décisives. En 2007, alors que la crise débutante aux Etats-Unis n'a pas encore produit tous ses effets, les emprunts à moyen terme sur les marchés de capitaux (EMTN) représentaient un encours de plus de 7 milliards et la titrisation un encours supérieur à 4 milliards. Quant aux crédits bancaires, ils étaient de l'ordre de 7 milliards. En 2009, l'encours des crédits bancaires a baissé de plus de 2 milliards, celui de la titrisation est passé sous les 4 milliards et les EMTN à 5,4 milliards.

⁵⁵ Ces aspects ne sont pas sans influence sur les crédits proposés à la clientèle. Si le taux d'intérêt est trop élevé, la vente peut être compromise et si le taux d'intérêt baisse, la banque s'expose à des remboursements anticipés des crédits accordés.

⁵⁶ Contrairement aux camarades de Matière et révolution, les agences de notation ne croient pas que la banque est à la base du groupe automobile (« Renault est devenu une banque. PSA est devenu une banque. ») mais, au contraire, elles pensent que c'est le groupe PSA, qui produit des automobiles, qui est à la base de la banque. En conséquence, la note de la banque ne peut pas être supérieure de plus de deux crans à celle du groupe. Quand la note de PSA, aux prises avec la chute de ses ventes d'automobiles, baisse, du fait de résultats calamiteux, la note de la banque baisse.

⁵⁷ Il est fort possible que des activités spéculatives aient également aggravé ou favorisé la situation de crise. PSA Finances souscrit non pas des « subprimes » mais des instruments financiers (dérivés) comme couverture pour ses risques de change (les diverses filiales dans le monde ne facturent pas systématiquement leurs clients en euros) et de taux d'intérêt. Suivant le degré de couverture effectif des actifs, ils peuvent se transformer en vecteurs de spéculation et du coup favoriser et amplifier les crises. Nous laissons aux camarades de Matière et révolution le soin de le démontrer. La spéculation est inhérente à la production capitaliste (elle est même antérieure à la production capitaliste moderne) dont elle est devenue une manifestation organique. Elle ne constitue pas un excès qui une fois jugulé permettrait un développement « sain » de celle-ci. Ce n'est pas la spéculation qui crée les crises (bien qu'il puisse y avoir des crises qui soient propres uniquement à cette sphère – dans ce cas il ne s'agit pas de crises générales de surproduction) ; elle facilite leur déclenchement et les aggrave. La spéculation accompagne nécessairement la crise mais elle n'en est pas la cause fondamentale.

Comme nous l'avons dit plus haut, l'Etat est alors intervenu pour débloquer la situation en faisant un prêt par l'intermédiaire de la SFEF⁵⁸. De son côté, l'Etat allemand⁵⁹ et espagnol⁶⁰ ont également soutenu les branches locales de la banque.

L'Etat français a donc « déboursé », prêté, en 2008-2009, 1,105 milliard d'euros (qu'il a emprunté par ailleurs) à la banque PSA. Où en sommes-nous en 2013 ? Il reste un engagement de 165 millions d'euros auprès de la SFEF (à comparer aux 1 766 M€ déposés en garantie) donc 90% du prêt SFEF a été remboursé et la Bundesbank a été totalement remboursée.

D'un autre côté, la banque a obtenu un financement de la Banque centrale européenne de 650 millions d'euros pour un dépôt en garantie de titres⁶¹, constitués pour la circonstance, de 1 180 M€.

5.8 La banque et la crise de 2012

Venons-en maintenant à la crise de 2012. En juillet 2012, suite à la publication des résultats semestriels du groupe PSA qui va perdre 5 milliards d'euros en 2012, la note de PSA est dégradée par une agence de notation le 25 juillet (les autres suivront⁶²). Deux jours plus tard⁶³, c'est le tour de la banque PSA Finances (cf. note 13) de voir sa note abaissée. Cela affecte immédiatement son accès au marché des capitaux à court terme et menace la rentabilité des refinancements à moyen terme qui devront proposer un taux d'intérêt plus élevé. Pour faire face aux besoins à court terme la banque fait appel à la titrisation et à la banque centrale européenne⁶⁴ (BCE)⁶⁵. Parallèlement,

⁵⁸ La banque a donc reçu un prêt de 446 millions d'euros en 2008 et de 659 millions d'euros en 2009 soit un total de 1 105 M€ et déposé 1766 M€ en garantie (dont 683 M€ en 2008). (cf. Rapport d'activité 2009, p.92 et p.113 et Rapport d'activité 2008, p.49 et p.64)

⁵⁹ « À compter de 2009 la succursale polonaise se refinance localement comme pour la succursale anglaise, dont c'était déjà le cas en 2008. Par ailleurs, grâce aux 113,5 millions d'euros de créances clientèle données en garantie, la succursale allemande a obtenu 80 millions d'euros auprès de la Bundesbank. » (Rapport annuel 2009, p.112)

⁶⁰ Dans le cadre du plan VIVE (Vehiculo Innovador Vehiculo Ecologico), la banque a reçu un financement de 174 millions d'euros. (Cf. Rapport annuel 2009, p.16). Dans le cadre de ce plan, il a eu également des crédits à la clientèle à taux zéro sur 60 mois. Le montant de ces prêts subventionnés était de 23 millions d'euros en 2010, 14 millions d'euros en 2011.

⁶¹ C'est la seule titrisation qu'a pu faire la banque en 2009 dans la mesure où c'est elle qui a souscrit l'ensemble des titres pour les déposer en garantie de son emprunt à la BCE.

⁶² « Depuis le passage de la catégorie "Ba2" à "Ba3" le 10 octobre dernier, l'avenir de PSA est plus qu'incertain et une nouvelle dégradation de la part de Moody's placerait le groupe dans la catégorie « très spéculative ».

L'appréciation de Moody's ne fait que rejoindre celle des autres agences de notation comme Standard & Poor's qui avait placé le 25 juillet le constructeur français dans la catégorie "BB" et l'agence Fitch qui avait attribué à Peugeot-Citroën une note "BB" le 19 septembre. » (Quel avenir pour "Banque PSA Finance" ?, Fil du crédit, <http://fil-du-credit.com/quel-avenir-pour-banque-psa-finance/>)

⁶³ « Moody's avait attribué une note "Baa3" depuis le 27 juillet 2012 et que Standard & Poor's avait placé le constructeur français dans la catégorie "BBB-" à la même date avec une perspective négative. » (Quel avenir pour "Banque PSA Finance" ?, Fil du crédit, <http://fil-du-credit.com/quel-avenir-pour-banque-psa-finance/>)

⁶⁴ Devant les effets de la crise, la banque centrale européenne a du faire évoluer son rôle et également mettre en œuvre des mesures non conventionnelles qui sont autant de démentis aux théories imbéciles qui gouvernent la politique monétaire. Des prêts à plus long terme que les prêts usuels (hebdomadaires). Les échéances des prêts ont été allongées avec un taux fixe pour un montant illimité. En décembre 2011, la BCE a prêté 489 Md€ à 523 établissements financiers puis 530 Md€ à 800 établissements en février 2012, au taux de 1% sur trois ans. En octobre 2008, la BCE avait également dû intervenir en procédant à des prêts à taux fixes, pour un montant illimité (avec en contrepartie des apports de titres en garantie dont les règles d'éligibilité ont été assouplies).

PSA Finances engage des discussions avec l'Etat français pour obtenir une garantie sur les appels aux marchés de capitaux à moyen terme afin de contenir la hausse des taux d'intérêt⁶⁵.

C'est cette garantie de 7 milliards d'euros pour la période de 2013 à 2016 que l'Etat va apporter à la banque PSA⁶⁷. En apportant sa **garantie**, l'Etat ne fait que se porter caution (à titre onéreux⁶⁸). Il ne débourse donc pas un euro, contrairement à ce qui est affirmé pour les treize milliards. Il ne serait recherché en responsabilité par les créanciers de la banque PSA Finances que si celle-ci était en défaut de paiement. Il porte le risque, à hauteur de 7 milliards (suivant le montant des émissions de titres effectives⁶⁹), d'une faillite de la banque Peugeot mais il ne débourse pas un euro. Et tant que la banque ne fait pas faillite, l'Etat reçoit même une rémunération pour sa garantie.

S'il est évident que l'Etat a volé au secours de PSA Finances et plus largement à celui de toute la filière automobile, et que de ce point de vue, le trésor a accompagné, PSA dans ses discussions avec les banques, on ne peut pas traiter la question du crédit bancaire (« Le pool des banquiers de PSA apporte ainsi 11,5 Mds€ de liquidités à Banque PSA Finance. ») sur le même plan. Remarquons tout d'abord, que si l'Etat apporte sa garantie sur 7 milliards maximum (à obtenir sous forme d'émission de titres de créances pendant une période de 4 ans) on ne voit pas comment il peut l'apporter sur 18,5 milliards, chiffre avancé dans un deuxième temps par VDT !

⁶⁵ « Dans la stratégie de financement de BPF mise en œuvre en 2012, il a été décidé d'augmenter le recours à la titrisation et au Repo BCE, afin d'au moins compenser à fin 2012 la disparition des financements court-terme sur les marchés de capitaux due à la perte du rating A2/P2 intervenue fin juillet 2012. » (Rapport annuel PSA Finances 2012, p.33).

En 2012, le prêt de la BCE s'élève à 2900 millions d'euros (les prêts antérieurs ont été remboursés), il tombe à 1700 millions en 2013 pour un montant de titres placés en garantie de 2957 millions d'euros (Rapport annuel PSA Finances 2013, p.32, p.108, p.109).

⁶⁶ « Dans le même temps, des discussions avec l'Etat français ont été engagées afin d'explorer d'autres pistes de financement pour BPF : celle d'une garantie d'Etat sur les futures émissions obligataires de Banque PSA Finance sur son programme EMTN, seule solution qui permettrait d'accéder aux marchés financiers sans subir le rating de BPF. » (Rapport annuel PSA Finances 2012, p.33)

⁶⁷ « I. — Le ministre chargé de l'économie est autorisé à accorder à titre onéreux la garantie de l'Etat aux titres de créance émis entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2016 par la société Banque PSA Finance, filiale de la société Peugeot SA. Cette garantie porte sur le principal, les intérêts, frais et accessoires des titres de créance garantis et est accordée pour un encours en principal d'un montant total maximal de 7 milliards d'euros.

II. — Une convention entre l'Etat, la société Peugeot SA et la société Banque PSA Finance fixe notamment les modalités selon lesquelles la garantie mentionnée au I peut être appelée, les contreparties de la garantie, ses conditions tarifaires ainsi que les éventuelles sûretés conférées à l'Etat en contrepartie de la garantie. » (JORF n°0304 du 30 décembre 2012 page 20920, <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026857857&categorieLien=id>)

⁶⁸ Son calcul est réservé aux initiés : « Banque PSA Finance s'engagera à payer à l'Etat une commission, payable mensuellement, égale à 260 points de base calculée sur une base annuelle et sur les encours en principal et intérêts courus par les titres de créances bénéficiant de la garantie. » (Rapport annuel PSA Finances 2012, p.33). C'est-à-dire que la banque PSA Finances paiera à l'Etat une commission de 2,6% sur le montant total du capital emprunté et des intérêts.

⁶⁹ « La Commission européenne a autorisé à titre temporaire le 11/02/2013, la garantie (...^o) pour une première convention de 1 200 millions d'euros. »

« Une seconde convention de garantie correspondant cette fois-ci à la tranche résiduelle de 5 800 millions d'euros sera ensuite conclue une fois obtenue l'autorisation définitive de la Commission européenne au titre du contrôle des aides d'Etat à la restructuration. » (Rapport annuel PSA Finances 2012, p.33)

De plus, nous l'avons vu, le recours à des crédits bancaires est au fondement même de l'activité de la banque⁷⁰. Quels sont les termes de la négociation avec les banques⁷¹ ?

« Parallèlement BPF a renégoциé avec son pool bancaire pour obtenir des durées d'engagements et de financements similaires à celles attendues via la garantie de l'Etat sur les émissions obligataires nouvelles. Tout au long de l'année 2012, Banque PSA Finance a largement renouvelé l'enveloppe de ces lignes bancaires bilatérales tirées ou revolving arrivant à échéance. Ces renouvellements ont permis de maintenir les ressources bancaires de Banque PSA Finance. Les lignes tirées représentent au 31 décembre 2012 4 915 millions d'euros contre 4 058 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Banque PSA Finance a également engagé fin 2012 une refonte de ses lignes syndiquées [Crédits accordés par un regroupement de banques, un pool bancaire. NDR] destinée à étendre la maturité de ses lignes de sécurités revolving, pour un montant de trois milliards à trois ans, et à mettre en place un crédit à terme d'une maturité maximale de cinq ans. La première extension a été réalisée fin décembre 2012, la seconde, réalisée au moyen d'une Forward Start Facility⁷², a été

⁷⁰ Les encours des crédits bancaires étaient de 4,058 Md€ en 2011, 4,915Md€ en 2012 et 4,299 Md€ en 2013. En 2013, les lignes de crédit confirmées non tirées représentaient 7 milliards d'euros. En 2010, une ligne de crédit de 8,3 milliards était supposée assurer un financement de la banque pendant plus de 6 mois en cas d'absence de liquidité sur le marché. Les lignes de crédit non tirés ne sont pas gratuites. Les charges sur les engagements de crédit s'élevaient à 26 millions d'euros en 2009, 71 M€ en 2010, 44M€ en 2011, 58 € en 2012, 129 M€ en 2013. Le coût de la sécurité (relative) semble s'élever et à lui seul, il expliquerait une bonne partie de la baisse de la rentabilité de la banque en 2013.

⁷¹ « Les précédentes négociations des lignes de crédit n'avaient pas obligé Banque PSA à respecter des ratios financiers. Elles impliquaient uniquement que Peugeot SA devait détenir de manière directe ou indirecte une majorité des actions de la banque. Mais les derniers renouvellements ont fait l'objet de clauses additionnelles d'exigibilité anticipées qui s'ajoutent aux covenants [clauses qui, si elles ne sont pas respectées, peuvent entraîner un remboursement anticipé du prêt NDR] préexistants. Ce sont :

. l'interdiction de financer PSA au-delà de 500 m EUR,

. le respect d'un ratio common equity Tier 1 [noyau dur des fonds propres NDR] de 11% minimum,

. la nécessité de conserver la garantie de l'Etat sur les émissions obligataires des trois prochaines années. »

(<http://files.oddosecurities.com/documents/LoadPdf.ashx?p=eDVkT01ocmpy>

RWRMd2lQY09FVnBiaUdjb3Fqd0R5Z1YybGxOSXNIMkVOVEZVS2pSOUD0cG1KdGtKQ0xiYWxRUw==)

⁷² « Au sein d'un marché des crédits syndiqués frappé comme les autres par la baisse des volumes, il est une catégorie qui connaît un regain de forme depuis le début de l'année: la *«forward start facility»*. Cette pratique consiste, pour une entreprise, à renégocier par anticipation des lignes de crédit arrivant à maturité à moyen ou long terme. Une manière pour l'emprunteur de s'assurer que son banquier ne lui fera pas défaut alors que l'accès au crédit reste toujours aussi difficile en Europe.

Plusieurs entreprises, et non des moindres, viennent d'opter pour cette solution ces derniers jours. Le 11 février, lors de la publication de ses résultats annuels, ArcelorMittal a fait état d'un accord de principe de ses banquiers pour une facilité *«forward starts»* de 4,8 milliards de dollars. Cette ligne à échéance 2012 permet ainsi d'étendre la maturité de deux facilités existantes qui se terminaient en 2010 et 2011.

Le lendemain, Telefonica a confirmé avoir prolongé la maturité d'une ligne de crédit revolving arrivant à échéance en 2011, à hauteur de 4 milliards d'euros sur un total de 6 milliards. D'autres transactions similaires sont en cours, notamment de la part du groupe d'édition Reed Elsevier, qui chercherait à mettre en place une ligne de 2 milliards pour prendre le relais d'une facilité expirant l'an prochain.

La multiplication de ce type d'opérations n'est pas sans causer des débats au sein de la profession bancaire. Certes, la mise en place d'une *«forward start facility»* se traduit par le paiement d'une commission d'engagement conséquente. Un moyen de rehausser la rentabilité de ces prêts consommateurs en fonds propres et souvent accordés lors de la période du crédit facile. L'emprunteur paie aussi une marge ou un taux supérieur à ceux de la facilité existante. Telefonica aurait ainsi proposé à ses banquiers une marge de

signée le 11 janvier 2013. A cette même date a également été signé le crédit à terme, d'un montant de 4 099 millions d'euros, auprès d'un pool bancaire large et international. » (Rapport annuel PSA Finances 2012, p.33)

5.9 Conclusion

Si nous faisons le bilan global, pour la banque⁷³ PSA finances, nous obtenons donc, un prêt par l'intermédiaire de l'Etat de l'ordre du milliard d'euros et aujourd'hui remboursé avec des intérêts payés et une garantie de prêt (à titre onéreux) de 7 milliards qui n'a occasionné aucune sortie d'argent mais qui permet à PSA finances d'emprunter à des taux d'intérêt plus faibles. Nous sommes donc loin des extrapolations douteuses de Matière et révolution sur les 13 milliards « déboursés » et « toujours présents ». Quant à mêler le crédit bancaire accordé à PSA Finances (les 11,5 Md€ annoncés) à tout cela relève, pour une bonne part, de la confusion.

5.10 Une histoire encore à écrire

PSA finances n'est pas pour autant sortie d'affaire, outre les fragilités propres de son modèle économique⁷⁴, elle dépend du sort du groupe PSA. Celui-ci est sorti du CAC 40. Il a enregistré la perte la plus sévère de son histoire en 2012, suivi d'une perte de 2,3 milliards d'euros en 2013. Bien qu'elles se réduisent fortement, les pertes étaient encore d'actualité au premier semestre 2014. Dans la foulée, les résultats de PSA Finances continuaient de baisser. En France, la situation industrielle du groupe reste précaire (chômage partiel, capacités de production inemployées) et doit conduire à des fermetures d'usines et des réductions d'effectifs. Les agences de notation après avoir encore baissé les notes en 2013, tendent à les relever, notamment depuis le début du second semestre 2014.

150 points de base au-dessus de l'Euribor, alors que sa ligne revolving lui coûte l'Euribor +20 pb aujourd'hui. L'opérateur téléphonique espagnol n'a pas livré les détails du financement.

Certains professionnels des crédits syndiqués jugent cependant que les opérations annoncées sont encore trop avantageuses pour les emprunteurs, car elles n'offrent pas de primes par rapport aux marges des autres prêts. » (Le refinancement des lignes de crédit par anticipation est en vogue dans les entreprises, Alexandre Garabedian, 17/02/2009, Agefi, <http://www.agefi.fr/articles/le-refinancement-des-lignes-de-credit-par-anticipation-est-en-vogue-dans-les-entreprises-1061410.html>)

⁷³ Le secteur automobile a reçu un soutien marqué de l'Etat : prêts, prime à la casse, prêts à l'innovation, entrée dans le capital de PSA, ..., qui ne sont pas analysés ici.

⁷⁴ Voici par exemple, français inclus, comment une analyste de la société Oddo envisage la situation « Si le refinancement est sécurisé pour les 3 ans à venir, quid après ? les précédentes crises ont démontré la difficulté pour des sociétés financières stand alone à faire face seule aux fermetures des marchés. De fait, l'adossement de BPF à un grand groupe bancaire paraît irrémédiable à moyen terme. La captive y gagnerait en stabilité financière, en rentabilité par la réduction de ses coûts de funding, et en notations certainement. Le constructeur aurait une entrée de cash à la cession et continuerait de percevoir des dividendes conséquents » (<http://files.oddosecurities.com/documents/LoadPdf.ashx?p=eDVkT01ocmpyRWRMd2lQY09FVnBiaUdjb3Fqd0R5Z1YybGxOSXNIMkVOVEZVS2pSOUd0cG1KdGtKQ0xiYWxRUw==>)